

GAZA LA TRÈVE ANÉANTIE

Menées avec l'aval des Etats-Unis, des frappes israéliennes ont fait des centaines de morts dans la nuit de lundi à mardi dans l'enclave palestinienne. Pour Netanyahu, «ce n'est que le début». PAGES 2-4

UKRAINE
Trump et Poutine, un coup de fil et après ?

PAGES 6-8



GAÎTÉ LYRIQUE
«Où est-ce que je vais dormir ce soir ?»

PAGES 12-13

CINÉMA
«Baby», passion douce-amère à São Paulo

ET TOUTES NOS CRITIQUES, PAGES 22-27

(PUBLICITÉ)

Centre Pompidou

Exposition | 19 mars – 30 juin 2025
Paris noir

Circulations artistiques et luttes anticoloniales | 1950 – 2000





Des blessés attendent d'être pris en charge à l'hôpital de Khan Younès, mardi. PHOTO MOHAMMAD JAHJOUH. AP



Mardi dans l'est de la ville de Gaza, quelques heures

EDITORIAL

Par
HAMDAM MOSTAFAVI

Blanc-seing

Donald Trump avait promis la paix. Mais force est de constater que la guerre s'intensifie partout. Au Proche-Orient, le cessez-le-feu s'est brisé sur l'autel de l'opportunisme de Benyamin Nétanyahou, légitimé par le blanc-seing donné par le président américain. «La reprise des combats intenses s'est faite en totale coordination avec Washington», a confirmé David Mencer, un porte-parole israélien. Trump croit-il sincèrement qu'une paix durable peut résulter du «permis de tuer» laissé à Nétanyahou à Gaza pour assouvir des objectifs de guerre, de plus en plus insaisissables et flous alors que nombre de dirigeants du Hamas ont été tués sans que le mouvement soit vraiment terrassé? Pour le ministre des Affaires étrangères israélien, Gideon Saar, «reprendre les attaques était la seule manière de récupérer les otages». Des 251 personnes prises en otage lors de l'attaque terroriste du 7 octobre 2023, 24 sont présumées en vie à Gaza (34 autres ont été déclarées mortes par l'armée israélienne). En

quoi «négocier sous le feu», comme l'a annoncé Nétanyahou, permet-il de les sauver? Il est devenu presque banal de dire que la question des otages n'a jamais été prioritaire pour le Premier ministre israélien. Fragilisé par ce qu'il a présenté comme une attaque existentielle contre le pays, Nétanyahou n'a pas vu après le 7 Octobre d'autres options qu'une réplique vengeresse. Mais un an et demi et des dizaines de milliers de victimes plus tard, qu'est-ce qui peut encore justifier de rompre de manière presque désinvolte la trêve? Un cynique et sinistre calcul politique alors qu'il est touché par de multiples ennuis et une fronde interne? Si, face à l'histoire, Israël n'a pas la responsabilité d'avoir ouvert ce cycle de mort, il a aujourd'hui la responsabilité d'avoir brisé le fragile accord de cessez-le-feu qui tenait péniblement depuis le 19 janvier, et qui avait, malgré toutes ses insuffisances, permis de libérer des otages et à la population gazaouie de reprendre espoir. ▶

Gaza Israël rompt le cessez-le-feu et enterrer la trêve

DÉCRYPTAGE

Après deux mois de calme relatif, l'attaque israélienne déclenchée mardi à l'aube contre la bande de Gaza met à mal l'application du plan des pays arabes. Les bombardements auraient fait plus de 400 morts en quelques heures, un bilan inédit dans une enclave déjà exsangue.



après les frappes. PHOTO OMAR AL-QATTAQ. AFP



Des Gazaouis prient devant les dépouilles de victimes des bombardements israéliens, mardi. PHOTO O. AL-QATTAQ. AFP

Par

HALA KODMANI et LUC MATHIEU

Condamnés de toutes parts, que ce soit par les pays arabes, européens, la Turquie, la Russie et l'ONU, les bombardements israéliens massifs de mardi sur Gaza, qui marquent une rupture du cessez-le-feu en vigueur depuis le 19 janvier, ont été en revanche avalisés par les Etats-Unis. «Je peux confirmer que la reprise des combats intenses s'est faite en totale coordination avec Washington», a affirmé mardi David Mencer, un porte-parole du gouvernement israélien, lors d'un point presse.

Comme le Premier ministre Benjamin Nétanyahou, en pleine dérive d'autoritarisme, l'administration Trump a accusé le Hamas d'être responsable de la rupture du cessez-le-feu en bloquant les négociations et en refusant de libérer les otages israéliens. Le mouvement islamiste palestinien, de son côté, n'a cessé de démentir, accusant Israël de ne pas respecter l'accord négocié pendant des mois par les médiateurs américains, qataris et égyptiens.

«Le Hamas doit comprendre que les règles du jeu ont changé», a affirmé mardi le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, après des frappes aériennes sur la bande de Gaza qui ont tué plusieurs hauts responsables du mouvement palestinien. Si le Hamas «ne libère pas immédiatement tous les otages, les portes de l'Enfer vont s'ouvrir», a averti Katz. «Nous ne cesserons pas de combattre jusqu'à ce que les otages soient de retour et que toutes les menaces contre les habitants du sud [du pays] disparaissent», a-t-il ajouté.

La détermination israélienne, avec le soutien américain, de s'acharner militairement contre la bande de

Gaza remet en cause les plans envisagés pour le futur de l'enclave dans l'accord de cessez-le-feu. Celui fantasque de Donald Trump de la transformer en Côte d'Azur du Moyen-Orient en la vidant de sa population, ou le plan de reconstruction égyptien, validé par les pays arabes, musulmans et même européens, ne sont plus en discussion.

Pourquoi le cessez-le-feu a-t-il été rompu?

La reprise de l'offensive sur Gaza est préparée par Israël depuis une dizaine de jours, a révélé mardi le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich. «Une attaque gradiuelle très différente de celle menée auparavant», a-t-il affirmé sur X à propos d'une planification commencée avec l'arrivée du nouveau chef d'état-major, Eyal Zamir, aux commandes. Plusieurs voyants ont été allumés par Israël en amont de l'attaque de mardi: rupture de toute fourniture d'électricité à Gaza; interdiction d'entrée de l'aide humanitaire, y compris des membres des ONG médicales internationales; fermeture du point de passage de Rafah pour les blessés et malades évacués de Gaza vers l'Egypte.

Les préparatifs de la guerre étaient en cours alors même que des négociations sur la poursuite du cessez-le-feu se déroulaient au Qatar et en Egypte. Israël avait annoncé dimanche encore l'envoi de négociateurs en Egypte pour des discussions sur la question des otages. La trêve était en sursis depuis le 2 mars, date de la fin de la première phase d'un accord de cessez-le-feu conclu pour trois fois quarante-deux jours. Elle est entrée en vigueur le 19 janvier, veille de l'investiture de Trump, après des mois de négociations, et a permis la libération de 33 Israéliens et de 5 Thaïlandais, contre

celle de 2 000 Palestiniens détenus en Israël.

La deuxième phase du cessez-le-feu prévoyait la libération du reste des otages en échange d'un retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza. Cela devait aboutir à une dernière phase pour la négociation d'un plan de reconstruction de Gaza sous contrôle international.

Mais ces termes ont été remis en question par le gouvernement israélien, qui refusait de retirer ses forces tant que les capacités militaires et de gouvernance du Hamas restaient en place. Avec le soutien de l'administration Trump, l'exigence de la libération de tous les otages sans contrepartie était assortie de la menace de reprise des bombardements sur Gaza. Les frappes ont été décidées à la suite des «refus répétés du Hamas de relâcher nos otages et le rejet des propositions de l'envoyé spécial américain Steve Witkoff», selon le bureau de Nétanyahou. Accusation appuyée par la Maison Blanche, qui avait été informée par avance par les Israéliens de l'attaque. «Le Hamas aurait pu libérer les otages pour prolonger le cessez-le-feu, mais il a choisi le refus et la guerre», a déclaré le porte-parole du Conseil américain de sécurité nationale, Brian Hughes.

Dans une allocution télévisée, mardi dans la soirée, Benyamin

Nétanyahou a prévenu que les frappes sur Gaza ne sont «que le début». «Désormais», les négociations sur la libération des otages encore retenus à Gaza «ne se dérouleront que sous le feu». La nouvelle offensive «vise à détruire le Hamas et à libérer tous les otages», a insisté Smotrich sur X. Un objectif qui n'a pas changé depuis le 7 octobre 2023, soit dix-sept mois et 50 000 morts plus tard.

Quelle est la situation humanitaire à Gaza?

Des hôpitaux débordés, des blessés enfouis sous les décombres, des médicaments et du matériel médical qui manquent. Les bombardements de mardi, qui ont fait au moins 400 morts selon le ministère de la Santé du Hamas, ont profondément aggravé la crise humanitaire qui sévit dans l'enclave depuis les premières semaines de la guerre. «Aucune structure hospitalière ne pourrait répondre à un tel afflux de blessés. [...] On entend les cris de gens coincés sous les décombres, et pas moyen de les sortir», a affirmé le directeur de l'hôpital Al-Shifa à Al-Jazeera, qui a aussi fait état d'un «besoin urgent d'unités mobiles et d'hôpitaux de campagne».

Un constat partagé par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. «Ce [mardi] matin, nos collègues du Croissant palestinien nous ont dit que de nombreux établissements médicaux étaient littéralement débordés dans toute la bande de Gaza. [...] La situation se détériore rapidement», a déclaré son porte-parole. L'Organisation mondiale de la santé a de son côté déploré le manque de médicaments.

Le répit des Gazaouis n'aura duré que six semaines, du 19 janvier au 2 mars, quand le gouvernement israélien a décidé de bloquer

l'entrée de l'aide. Durant ces quatre-vingt-deux jours, ONG et organisations internationales se sont empressées d'approvisionner l'enclave. Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), 78 000 tonnes de nourriture ont alors été acheminées, contre 23 000 tonnes le mois précédent le cessez-le-feu. Elles ont aussi distribué plus de 110 000 tentes et 10 millions de litres d'essence. Elles ont réparé des puits, construit des latrines et déblayé 9 000 tonnes de gravats. «Les partenaires humanitaires ont assuré une assistance à la quasi-totalité de la population de Gaza [durant le cessez-le-feu], note Ocha dans un rapport publié lundi. Ils ont considérablement amélioré l'accès des populations aux services essentiels tels que l'eau et les soins de santé.»

Ce sursis était d'autant plus indispensable que les quinze mois de guerre et de bombardements ont ravagé l'enclave. D'après Ocha, 92% des habitations ont été détruites, 94% des structures de santé, 88% des écoles, 62% des routes, 82% des terres cultivées, 78% des serres et près de 68% des puits utilisés pour l'agriculture. Le bétail a été décimé. Ces destructions ont généré plus de 42 millions de tonnes de débris. En termes de développement, Gaza a reculé de soixante-neuf ans, a calculé l'ONU.

Mais le 2 mars, Israël a décidé de bloquer à nouveau toute entrée de camions d'aide, replongeant Gaza dans une crise humanitaire majeure. «Les autorités israéliennes balancent une fois de plus l'utilisation de l'aide comme outil de négociation. Il est scandaleux que l'aide humanitaire soit utilisée comme monnaie d'échange dans une guerre», a déclaré Myriam Laaroussi, coordinatrice d'urgence de Suite page 4

«La reprise des combats intenses s'est faite en totale coordination avec Washington.»

David Mencer
un porte-parole
du gouvernement israélien

Suite de la page 3 Médecins sans frontières, le 12 mars. *Ce blocage de l'aide et des biens de première nécessité va avoir des conséquences mortelles.*» Le 9 mars, Israël a aussi totalement cessé d'alimenter en électricité l'enclave, empêchant la principale usine de dessalement d'eau de fonctionner.

Quels sont les plans de l'administration américaine et des pays arabes ?

Le Soudan, la Somalie et le Somaliland. C'est, selon Associated Press, là où l'administration Trump envisagerait de déplacer les 2,4 millions de Gazaouis. Elle a pris contact avec les dirigeants des deux pays et de la région séparatiste de Somalie pour les convaincre. C'est aussi la preuve que Trump n'a pas renoncé à son idée de vider Gaza de ses habitants – ce qui constituerait un nettoyage ethnique – avant de la reconstruire et de la transformer en une «Côte d'Azur du Moyen-Orient». Ce plan délirant s'était heurté début février au refus de la Jordanie et de l'Egypte de servir de pays d'accueil, forçant Trump à trouver de nouveaux candidats. Le président des Etats-Unis avait aussi annoncé l'envoi de soldats américains à Gaza, avant de démentir quelques heures plus tard.

Mais l'annonce fracassante de Trump a eu le mérite de forcer les pays arabes à réagir et à mettre au point leur plan pour Gaza. Adopté le 4 mars au Caire, il prévoit que le Hamas, qui contrôle l'enclave depuis 2007, renonce au pouvoir au profit d'un comité de technocrates et de personnalités non partisanes, qui seraient placés sous l'égide de l'Autorité palestinienne (AP) de Mahmoud Abbas. Après cette période transitoire de six mois, l'AP prendrait le plein contrôle de Gaza. Le plan n'exclut pas le déploiement de soldats étrangers dans le cadre d'une force de maintien de la paix qui serait voté au Conseil de sécurité. La reconstruction s'étalerait, elle, sur cinq ans et nécessiterait un financement de 53 milliards de dollars (48 milliards d'euros). Elle prévoit, dans sa dernière phase, la construction de zones industrielles, d'un port de pêche, d'un port commercial et d'un aéroport.

Adopté par la Ligue arabe, le plan a été approuvé par l'Organisation de la coopération islamique, qui regroupe 57 Etats, ainsi que par l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. «S'il est mis en œuvre, [ce plan promet] une amélioration rapide et durable des conditions de vie catastrophiques des Palestiniens vivant à Gaza», ont déclaré les ministres des Affaires étrangères des quatre pays.

Il n'a en revanche pas plu au chef de l'Etat américain. «Il ne répond pas aux exigences, à la nature de ce que le président Trump a demandé», a déclaré le 6 mars la porte-parole du département d'Etat, Tammy Bruce, sans plus de détails. Juste avant, l'émissaire américain, Steve Witkoff, avait pourtant estimé l'inverse: «[Ce plan] présente de nombreuses caractéristiques convaincantes. Nous devons en discuter davantage, mais c'est un premier pas de bonne foi de la part des Egyptiens.»

En Israël, le désarroi des familles des otages face à l'extrême droite qui jubile

La reprise des frappes sur Gaza mobilise les proches des Israéliens captifs, alors que Benyamin Nétanyahou est renforcé au pouvoir par le retour de l'ultradroite belliciste parmi ses soutiens.

A 2 h 09, dans la nuit de lundi à mardi, Moshe Lavi publiait sur sa page X l'emoji d'un cœur brisé. Il est le beau-frère d'Omri Miran, enlevé par le Hamas le 7 octobre 2023. Joint par téléphone aux Etats-Unis, Moshe Lavi exprime son inquiétude: «*Ces bombardements à Gaza pourraient entraîner une escalade et mener à la mort des otages. Nous plaitions auprès du gouvernement israélien et des Etats-Unis en faveur d'un retour des négociations et d'un accord pour le retour des otages aussitôt que possible.*» Sa sœur Lishay Lavi, compagne d'Omri Miran, portait ce même discours mardi matin devant la Knesset, le Parlement israélien. «*Le gouvernement aurait pu faire plus pour garantir une réalisation de la deuxième phase du cessez-le-feu,*» estime Moshe.

Comme pour l'écrasante majorité des familles israéliennes d'otages, la nouvelle d'une reprise de la guerre à Gaza éloigne encore pour les Lavi l'espoir de voir revenir celui qu'ils n'ont pas vu depuis plus de 500 jours. En début de

matinée, alors que sa compagne s'indignait au Parlement, une information inquiétante, bien qu'en cours non vérifiée, apparaissait dans plusieurs boucles WhatsApp de journalistes gazaouis: selon un cadre du Hamas cité par une télévision locale, un prisonnier israélien aurait été tué lors des bombardements de sa propre armée.

«*La plus grande peur des familles, des otages et des citoyens d'Israël s'est réalisée,*» écrit de son côté le Forum des familles des otages et de disparus, qui n'a cessé de plaider pour une poursuite du cessez-le-feu à Gaza, dans un communiqué publié mardi matin. Le groupement de proches des 59 otages encore détenus dans l'enclave – 34 d'entre eux ont été déclarés morts par l'armée israélienne – conclut ainsi: «*Le gouvernement israélien a choisi d'abandonner les otages*» en choisissant subitement et en pleines négociations de reprendre les frappes et opérations dans l'enclave palestinienne.

Manifester. Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et son ministre de la Défense, Israël Katz, ont justifié ce choix militaire par le «*refus répété du Hamas de libérer nos otages, ainsi qu'à son rejet de toutes les propositions qu'il a reçues de l'envoyé présidentiel américain Steve Witkoff et des médiateurs.*» Le Forum, en total désaccord, avait appelé à manifester mardi à 11 heures sur la place Yaka à Jérusalem, face au

Parlement israélien: «*Il n'y a rien de plus urgent que cela! La pression militaire conduira au massacre des otages vivants et à la disparition des morts!*»

Liri Albag, soldate israélienne kidnappée par le Hamas et libérée il y a environ deux mois, s'est aussi exprimée sur sa page Instagram mardi matin, condamnant fermement cette stratégie politique et jugeant «*impossible de continuer [la guerre] alors que les otages croupissent en enfer*». Selon un sondage de l'Institut israélien de la démocratie, fin février, 73% des répondants se disaient favorables à une deuxième étape dans la trêve, comprenant «*une cessation complète des hostilités, un retrait de Gaza et la libération des prisonniers palestiniens en échange de la libération de tous les otages.*» A Tel-Aviv, sur la place des Otages rebaptisée en leur honneur en 2023, plusieurs anciens prisonniers du Hamas (Iair Horn, Sasha Troufanov ou encore Keith Siegel) se sont portés volontaires pour

«Les décisions de Ben Gvir ont mené à une détérioration des conditions de détention par le Hamas.»

Moshe Levi beau-frère d'Omri Miran

partager pour la première fois, devant les médias, le récit de leur détention à Gaza. Une prise de parole prévue mardi soir à 19 h 15, sans questions, mais organisée dans l'espérance – certes maigre – entendus par leurs décideurs politiques et de peser en faveur d'un accord. A l'échelle politique, il ne fait aucun doute que cette reprise de la guerre est un appel du pied de Benyamin Nétanyahou à l'extrême droite israélienne, dont la présence au gouvernement conditionne son maintien au pouvoir. Particulièrement en ces mois de procès, lors desquels le Premier ministre doit être jugé par le tribunal de Tel-Aviv pour des faits de corruption, fraude et abus de confiance.

Survie. Dans ce contexte, céder aux velléités bellicistes de ses ministres fondamentalistes ultrareligieux Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir (démissionnaire en janvier) peut être analysé comme un réflexe de survie politique. Un journaliste du quotidien israélien *Haaretz* écrivait ainsi ce matin sur X: «*Nétanyahou avait le choix: rendre Omri Miran et David Kunio à leurs enfants, ou bien ramener Ben Gvir au gouvernement pour adopter un budget. Et il a choisi Ben Gvir.*» Et quelques heures plus tard, Ben Gvir le lui a bien rendu. «*Nous saluons le retour de l'Etat d'Israël, dirigé par le Premier ministre Benyamin Netanyahou, à des combats intenses,*» réagissait l'ex-ministre de la Sécurité nationale. Aussitôt la guerre de retour à Gaza, le voici qui annonce le sien et celui de son parti, la faction d'extrême droite Otzma Yehudit, au sein du gouvernement, qualifiant la reprise des bombardements sur les civils gazaouis de «*mesure la plus juste, morale et éthique pour détruire l'organisation terroriste du Hamas et récupérer les otages.*»

Pour les familles d'otages, comme Moshe Levi, de telles déclarations sont douloureuses d'hypocrisie: «*C'est alarmant. M. Ben Gvir se vantait lui-même il y a quelques mois d'avoir saboté les négociations... Il n'est pas un allié des familles des otages, ni des otages eux-mêmes,*» martèle-t-il. D'après ceux qui ont été relâchés, les décisions de Ben Gvir ont mené à une détérioration de leurs conditions de détention par le Hamas.» Le maintien au pouvoir calculé de Nétanyahou aura engendré, en l'espace d'à peine dix heures de reprises des frappes israéliennes à Gaza, un bilan sanglant. Les habitants ont retrouvé le vacarme bien connu des frappes aériennes à Khan Younès, dans la ville de Gaza, et dans plusieurs autres communes de l'enclave. A 11 heures (heure française) mardi, le ministère de la Santé du Hamas annonçait plus de 400 morts, pour la plupart des femmes et des enfants, dont les photos de corps inertes, yeux clos, se multiplient sur les boucles WhatsApp.

FANNY LÉONOR CROUZET
Correspondante à Jérusalem



Les familles des otages ont manifesté devant le Parlement israélien mardi. ARIEL SCHALIT/AP

ÉDITOS /

Retailleau, une aubaine pour le pouvoir algérien

Par THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Les régimes et les mouvements autoritaires au sein des démocraties fonctionnent toujours avec un double carburant, deux ennemis unificateurs, un à l'intérieur et un à l'extérieur. Ennemis forcément malveillants et corrosifs pour l'unité et l'identité de la nation. Et c'est en affirmant sa détermination à porter le fer contre ces deux méchants que l'on se maintient au pouvoir, dans les régimes autoritaires, ou qu'on y accède en ce moment, dans les régimes démocratiques. Bruno Retailleau, représentant d'une droite française de plus en plus autoritaire, applique cette règle qui lui est toute naturelle. L'ennemi intérieur, pour lui, c'est l'immigré et le «woke»; l'ennemi extérieur c'est l'Algérie et l'islamisme. Et, dans un contexte international aux repères chamboulés, cet ennemi extérieur est essentiel dans la construction et l'identification du personnage politique Retailleau. Parce que, s'agissant de l'ennemi extérieur, la concurrence est rude.

En effet, en ce moment, l'actualité du monde, largement centrée sur l'action tous azimuts des nationaux-populistes – Poutine, Trump, Netanyahu... –, désigne, aux yeux des Français, ces trois personnages comme grands méchants. Le vrai clivage, celui qui saute aux yeux de tous, oppose les autoritaires aux démocraties libérales et sociales de l'Union européenne. Ce qui est ballot pour Retailleau, comme pour l'extrême droite française, c'est que Trump, Poutine et Netanyahu sont, peu ou prou, des représentants idéologiques de ce que veut incarner le ministre de l'Intérieur. Un autre méchant extérieur est donc nécessaire.

Il ne s'agit pas tant de stratégie que de conviction. Retailleau, ex-villieriste, voit dans la guerre de civilisation entre l'Occident chrétien et le monde arabo-musulman une idée bien plus rentable. L'Algérie, voilà le vrai méchant. Alors, Bruno Retailleau réactive son clivage préféré. En suscitant l'escalade sur la question des OQTF qu'Alger refuse de récupérer (*lire aussi pages 10-11*), en évoquant une «réponse graduée», il feuillette et fait vivre son méchant utile. Le ministre de l'Intérieur, prenant la place de façon sidérante du ministère des Affaires étrangères bien silencieux sur ce sujet, s'offre un ennemi extérieur beaucoup plus raccord avec sa vision du monde.

L'ironie de l'histoire c'est qu'Alger est ravie! Une aubaine pour les généraux au pouvoir. Ceux-ci s'y maintiennent depuis 1962, grâce aux deux boucs émissaires intérieurs et extérieurs, toujours les mêmes: à l'intérieur l'opposition kabyle et les intellectuels démocrates, et à l'extérieur le Maroc et la France. En faisant monter la tension entre Alger et Paris, Retailleau devient le pompiste délivrant gratuitement le carburant préféré du régime algérien. Les principales victimes de ce face-à-face surjoué entre meilleurs ennemis sont les démocrates algériens et l'écrivain Boualem Sansal, toujours emprisonné à Alger. ♦



Au Parc des princes lors de PSG-OM, dimanche. PHOTO FRANCK FIFE. AFP

Derrière les banderoles injuriant Adrien et Véronique Rabiot, l'ombre inévitable du PSG

Par GRÉGORY SCHNEIDER
Journaliste au service Société

«Véronique la salope», «loyauté pour les hommes, trahison pour les putes», «Véro, c'est lequel le vrai père d'Adrien? [Gabriel] Heinze, [Fabrice] Fiorèse, [Frédéric] Déhu?» Une bien belle soirée de football que celle de dimanche au Parc des princes, qui aura vu le Paris-SG dominer l'Olympique de Marseille (3-1) et le milieu de terrain phocéen Adrien Rabiot, ainsi que sa mère et agente, Véronique, insultés par les supporters parisiens par banderoles interposées. Rappelons que le père du milieu international est décédé en 2019 après avoir traversé les douze dernières années de sa vie dans le mutisme, frappé par un «locked-in syndrom» (syndrome d'enfermement). Associer ainsi le joueur marseillais, transfuge du Paris-SG à l'OM (via la Juventus de Turin), à trois joueurs ayant fait le même trajet depuis la capitale jusqu'au club phocéen témoigne d'un sens de la mesure et des circonstances particulier. Véronique Rabiot a annoncé lundi qu'elle comptait porter plainte et il ne faut pas s'y tromper: ce ne sont pas tant les supporters qui sont visés que la direction du club parisien et son président, Nasser al-Khelaïfi, ciblé dans une story Instagram par le joueur juste après la rencontre de dimanche: «Insulter une mère et un père décédé... Tout se paye un jour. Vous ne l'emporterez pas au paradis. Croyez-moi. Nasser, tu peux avoir tout l'argent

du monde et même plus, la classe ça ne s'achète pas.»

«Mon fils a réagi parce que lui pense aussi que [les banderoles] sont une responsabilité du club et du président, a détaillé Véronique Rabiot dans *l'Equipe*. Si quelqu'un me dit le contraire, je ne le crois pas. Ou alors, c'est que vous ne gérez pas votre club, ce qui est encore pire. [...] Pensez-vous qu'on peut faire rentrer des banderoles de cette taille sans que personne ne soit au courant? Il les a planquées où, le gars? Dans son slip? Bien sûr que non! Les clubs savent très bien qu'il y a des banderoles, ils n'ont qu'à demander à les voir. Et puis, quand elles sont sorties, je n'ai pas l'impression que les stadiers se sont précipités pour les faire retirer. Moi, il m'est arrivé de fumer dans un stade. Immédiatement, on est venu me demander d'éteindre ma cigarette.»

La mère du joueur fait sauter le couvercle. Ce n'est pas la première fois. En 2018, toujours dans *l'Equipe*, alors que son fils était empêché pendant huit mois de faire son métier de joueur par la direction du club parisien sous le motif ahurissant au regard du droit du travail qu'il refusait de prolonger

son contrat (ce qui a pendu au nez de Kylian Mbappé cinq ans plus tard), elle avait décrit le monde du foot comme un univers duplice, souterrain, où des campagnes de dénigrement organisées par les clubs avec la complicité de certains journalistes «amis» orientaient plus ou moins précisément (plutôt plus que moins) des supporters que l'on peut aussi faire rentrer dans toutes sortes de deals.

Mediapart a exhumé ces pratiques pendant l'automne 2022, certains proches de Neymar ont aussi vu la main du club quand des supporters sont venus exiger son départ devant son domicile de Bougival quelques mois plus tard et on a quand même entendu des «filles de pute» envers Lionel Messi lors d'une manifestation de fans devant l'une des boutiques du club au même moment, alors que Nasser al-Khelaïfi avait reçu l'ordre depuis Doha d'exfiltrer les deux vedettes sud-américaines.

Le club parisien est un mastodonte médiatique, disposant de moyens sans commune mesure avec ceux de n'importe quel joueur, fusse-t-il Messi, ou n'importe quel média. La «traîtrise» de Rabiot a été soigneusement construite, un storytelling parmi d'autres, pour alimenter les réseaux sociaux et construire l'opinion dans la communauté du club. Elle a débordé dimanche dans le monde réel. Il faut sans doute le prendre en bonne part, du moins en partie: si ces manipulations existent depuis longtemps, il est désormais difficile de ne plus les voir. ♦

La «traîtrise» de Rabiot a été soigneusement construite [par le PSG], un storytelling parmi d'autres.

UKRAINE

Poutine impose ses conditions à Trump

Le président russe a accepté mardi le principe d'un cessez-le-feu partiel pendant trente jours sur l'énergie et les infrastructures. Tout en insistant sur le désarmement de l'Ukraine, qui est inacceptable pour Kyiv.

Par
VERONIKA DORMAN

Ils se sont mis d'accord de continuer à se mettre d'accord. Vladimir Poutine et Donald Trump ont conversé pendant presque deux heures mardi par téléphone, dans un «échange de vues détaillé et franc», s'est félicité le Kremlin dans un communiqué. Comme prévu, le président russe, dont on attendait fébrilement la réponse à la proposition d'un accord de trêve apportée par l'émissaire américain la semaine dernière, a présenté sa liste de «nuances». A commencer par «l'arrêt complet de l'assistance militaire étrangère et de la fourniture d'informations de renseignement à Kyiv». C'est donc, pour l'heure, un non ferme à l'idée américaine d'un

cessez-le-feu de trente jours sans conditions préalables. Même si Vladimir Poutine a exprimé «sa gratitude à Donald Trump pour ses efforts visant à promouvoir le noble objectif de mettre fin aux hostilités et aux pertes humaines», et accepté la possibilité d'une trêve partielle: trente jours sans frappes sur les infrastructures énergétiques les uns des autres.

EN GUISE DE GESTE DE BONNE VOLONTÉ

Bien peu, s'accordent les observateurs. «Trump n'est pas prêt à se battre pour la paix», note le journaliste politique russe Maïkl Naki sur sa chaîne Telegram. L'espoir d'un cessez-le-feu ne pouvait reposer que sur l'hypothèse que Trump commence à faire pression sur le dictateur

russe. Ce n'est pas le cas, ce qui signifie qu'il n'envisage de faire pression que sur l'Ukraine.» Mais la Maison Blanche parle tout de même d'une première étape d'un «mouvement vers la paix». Donald Trump a déclaré que son appel avec le président russe était «très bon et productif». «Nous avons convenu d'un cessez-le-feu immédiat sur l'ensemble de l'énergie et des infrastructures, étant entendu que nous travaillerons rapidement à un cessez-le-feu complet et, en fin de compte, à la fin de cette guerre horrible entre la Russie et l'Ukraine», a écrit le président américain sur le réseau Truth Social. «De nombreux éléments d'un contrat de paix ont été discutés, y compris le fait que des milliers de soldats sont tués et que le président Poutine et le président Zelensky ai-

meraient y mettre fin», a ajouté Trump.

«En guise de geste de bonne volonté, la Russie, fondamentalement engagée «en faveur d'une résolution pacifique du conflit», va remettre à l'Ukraine 23 soldats gravement blessés actuellement soignés dans

ses hôpitaux, et procéder mercredi à un échange de prisonniers avec Kyiv, de 175 personnes contre 175. Sans pour autant perdre l'occasion de rappeler que l'un des obstacles à la résolution du conflit reste tout de même le «régime de Kyiv, qui a déjà saboté et violé à plusieurs reprises les accords conclus». Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lui, avait accepté le cessez-le-feu sans conditions préalables. Il est vrai après une séquence pénible de torsion de bras, de pression et de chantage de la part de la Maison Blanche. «De toute évidence, les deux parties avaient de grandes attentes, écrit la politologue Tatiana Stanovaya, qui dirige le think tank R.Politik. Trump a besoin d'un cessez-le-feu rapide (il n'en a obtenu qu'une petite partie), et Poutine a besoin

Selon Donald Trump, l'appel était «très bon et productif». PHOTO ALEX EDELMAN. AFP

«L'Ukraine se voit de plus en plus attribuer le rôle de monnaie d'échange dans ce jeu.»

Tatiana Stanovaya
politologue





Vladimir Poutine a, lui, salué un «échange de vues détaillé et franc». PHOTO GAVRIIL GRIGOROV. AFP

d'entamer une conversation longue et difficile sur les causes profondes du conflit (apparemment, le processus sera bientôt lancé). Objectivement, les positions sont difficiles à concilier, mais avec de la volonté politique, tout est possible.»

«ÉNORMES ACCORDS ÉCONOMIQUES»

En amont de ce deuxième coup de fil très attendu, Donald Trump avait prévenu qu'ils allaient, avec Vladimir Poutine, «parler de terres, de centrales électriques», de «partage d'avoirs» et que «de nombreux éléments» d'un accord de paix avaient déjà été convenus. Selon le site d'information Semafor, la Maison Blanche envisagerait même de reconnaître la Crimée annexée par la Russie en 2014,

comme territoire russe, dans le cadre d'un éventuel futur accord de paix. Le Kremlin était resté beaucoup plus évasif sur la discussion à venir. Al l'issue de la conversation de mardi, ni Moscou ni Washington n'ont mentionné de redécoupages territoriaux, sans que l'on sache si le sujet a été abordé. Moins disserte que le Kremlin, la Maison Blanche a évoqué des «négociations techniques sur la mise en place d'un cessez-le-feu maritime en mer Noire», vantant l'«immense avantage» d'une «meilleure relation bilatérale» entre les Etats-Unis et la Russie, avec à la clé de potentiels «énormes accords économiques».

Sans grande surprise, Poutine continue d'avoir la main. Et Stanovaya de conclure: «Poutine a réussi à

rejeter l'offre d'un véritable cessez-le-feu et à retourner la situation en sa faveur, sans dommage. C'est une très mauvaise nouvelle pour l'Ukraine, qui se voit de plus en plus attribuer le rôle de monnaie d'échange dans ce jeu.» Pour l'experte, ce qui reste essentiel, au-delà de l'Ukraine, c'est «la légitimation à part entière de la coopération des Etats-Unis avec la Russie sur d'importants dossiers internationaux». De fait, Trump et Poutine ont également discuté de «la nécessité de mettre fin à la prolifération des armes stratégiques», du Moyen-Orient «en tant que région de coopération potentielle pour prévenir les conflits futurs» et de l'Iran, qui «ne devrait pas se trouver en position de détruire Israël». ◆

«Nous sommes encore très loin de la fin de la guerre»

Pour le diplomate suédois Fredrik Wesslau, les tentatives de Trump d'obtenir de Poutine la promesse d'un cessez-le-feu ne constituent en rien un pas significatif vers la paix.

Ancien diplomate suédois spécialisé dans la résolution des conflits et la stabilisation post-conflit au Kosovo, dans le Caucase et au Soudan, Fredrik Wesslau est un visage familier à Kyiv, où il a occupé le poste de chef adjoint de la mission consultative de l'Union européenne (UE) en Ukraine. Unanimement considéré comme un des plus fins analystes des questions de sécurité liées à l'Ukraine depuis le début de la guerre en 2014, il est aujourd'hui haut conseiller au Stockholm Centre of Eastern European Studies, ainsi qu'au cabinet de conseil international Rasmussen Global, basé à Bruxelles.

Admettons qu'il y ait un plan Trump sur l'Ukraine. Est-ce qu'il se déroule conformément au plan prévu ?

Ce à quoi on assiste, c'est que Trump est déterminé à normaliser les relations entre les Etats-Unis et la Russie. Il considère la guerre en Ukraine comme un irritant, qui doit être en quelque sorte mis de côté. Les Américains sont prêts à accepter un cessez-le-feu tout à fait dans la ligne de ce qui est prôné par les Russes. Ils présenteront cela comme un fait accompli aux Ukrainiens et aux Européens : à prendre ou à laisser. Si nous répondons «non, ça ne va pas du tout», parce que la proposition sera sans doute inacceptable, Trump répondra : «OK, tout ça,

c'est la guerre de Biden. Si j'avais été président, cette guerre n'aurait pas commencé. C'est la faute des Ukrainiens qui refusent un bon deal...» Et alors, les Etats-Unis tireront leur révérence.

Pensez-vous, comme certains en Europe de l'Ouest, qu'on est tout près de la fin de la guerre russo-ukrainienne ?

Non, il faut être très réaliste. Même si les Russes acceptent maintenant un cessez-le-feu, ce qui est loin d'être certain, il y a de fortes chances qu'ils le violent. Ils continueront

les attaques hybrides, ils n'accepteront pas d'arrêter de se battre. De plus, ce cessez-le-feu n'est que la première étape d'un long processus visant à garantir une paix véritable, durable. Je pense que nous sommes encore très loin de la fin de la guerre.

Quels scénarios sont désormais envisageables après la discussion Trump-Poutine ?

Désormais, c'est à la Russie qu'il incombe de réagir, or elle est face à un dilemme. Si les Russes disent non, il devient clair que ce sont eux l'obstacle à un cessez-le-feu, et l'administration Trump pourrait riposter par des sanctions contre la Russie. Mais si Poutine accepte de geler la ligne de front, c'est un échec de ses objectifs initiaux, car cela voudrait dire que la pression militaire russe sur l'Ukraine serait amoindrie. Donc ce qu'ils pourraient faire, c'est dire «nous acceptons, mais à ces conditions», en introduisant des conditions politiques. Ensuite ils vont essayer de jouer là-dessus, comme ils l'ont fait durant tout le processus de Minsk II après 2015 en essayant de rejeter la faute sur l'Ukraine pour toute rupture du cessez-le-feu.

Il existe une perception médiatique que la Russie est en train de gagner la guerre, et que l'Ukraine est en train de la perdre. Est-ce une représentation honnête ?

Non, je ne pense pas. Le tableau est beaucoup plus nuancé et complexe sur le champ de bataille. On ne peut pas dire que l'Ukraine est en passe

de gagner, mais on ne peut pas non plus dire qu'elle est en train de perdre. Des perceptions erronées peuvent avoir un impact négatif sur les décisions politiques en Europe. Ce qui est important, c'est que quand on parle de victoire ou de défaite,

l'Europe n'est pas un observateur passif et désintéressé : nous sommes un acteur et tout ce que nous faisons a une influence directe. C'est à nous, Européens, de décider du soutien militaire que nous sommes prêts à apporter aux Ukrainiens, ce qui déterminera la victoire ou la défaite de Kyiv.

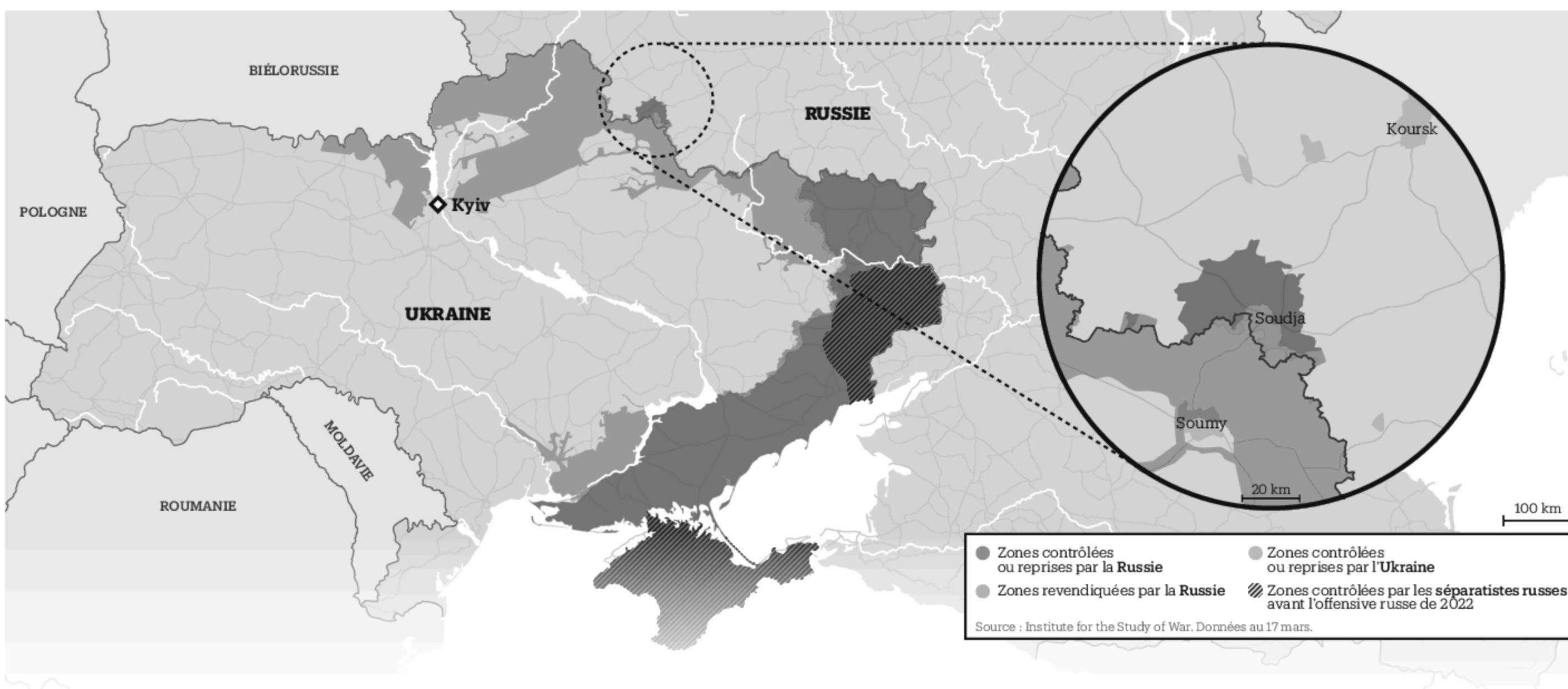
Les Européens ont-ils raison d'être inquiets du processus sur l'Ukraine qui est en train de se dérouler devant leurs yeux ?

Je pense que l'Europe est dans une situation très Suite page 8



INTERVIEW

AFP



Suite de la page 7 dangereuse. Les Ukrainiens et les Européens en général n'ont plus d'illusions sur les Américains. Seulement, il y a encore quelques semaines, tout tournait autour de l'Ukraine, maintenant une question beaucoup plus fondamentale se pose sur la sécurité de l'Europe, avec le désengagement américain. Récemment, quelqu'un a demandé à Trump comment les Etats-Unis réagiraient si les Etats baltes étaient attaqués. Il a souri et il a répondu : «Oh, ils habitent dans un quartier difficile...» Vu de Tallinn, qu'est-ce que cela veut dire sur les engagements

compris dans l'article 5 de la charte de l'Otan ? Il y a donc désormais un jeu en cours plus large, qui consiste en un désengagement américain, sous forme de Yalta 2.0, au travers duquel les Américains peuvent se retirer de tous leurs engagements en matière de sécurité en Europe de l'Est.

Dans ce contexte, prise dans l'eau de deux puissances, quel est le meilleur résultat que l'Ukraine peut espérer ?

Le meilleur scénario actuel pour l'Ukraine serait un gel de la ligne de front, un cessez-le-feu, puis que l'Europe intervienne massivement

en apportant des garanties de sécurité. Cela impliquerait des troupes sur le terrain, une mission maritime en mer Noire et une zone de défense aérienne dans l'ouest de l'Ukraine. Parfois on entend que 20 000 soldats européens ne dissuaderont en rien la Russie, mais il est important de considérer la dissuasion comme un ensemble de mesures conjointes. Il s'agit d'augmenter le coût d'une attaque pour la Russie en construisant une sorte de protection multicouche. Mais au final, c'est bien sûr l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan qui dissuadera vraiment la Russie.

Les Russes peuvent-ils sincèrement abandonner l'idée de subjugation de toute l'Ukraine contre une normalisation avec Washington, ou bien leur but final reste-t-il toujours d'établir un contrôle direct ou indirect sur Kyiv ?

Ce qui est intéressant, c'est que toutes les administrations américaines essaient de rétablir des relations avec le Kremlin et elles échouent parce que les ambitions impériales de la Russie sont extrêmement vastes. La volonté de domination de l'Ukraine n'a pas changé. Même avec un cessez-le-feu, elle ne chan-

gera pas. Sans garanties de sécurité solides, la Russie en profitera pour se réarmer, reconstituer ses forces et réattaquer à nouveau dans quelques années. Je pense qu'au sein de l'administration Trump, il y a une mauvaise interprétation fondamentale de ce qu'est la Russie. Ils ne comprennent pas ce pays. Au final, la Russie veut toujours détruire l'Ukraine en tant qu'Etat et nation. C'est ce qu'il y a dans la tête de Poutine, qui a toujours nié l'existence de l'Etat ukrainien.

Recueilli par
STÉPHANE SIOHAN
Correspondant à Kyiv

Pour Von der Leyen, priorité au réarmement

La présidente de la Commission européenne a présenté mardi son «livre blanc» de la défense avant un sommet sur le sujet qui s'annonce compliqué jeudi et vendredi.

T racer sa route, ne surtout pas donner l'impression d'être suspendus aux tractations téléphoniques en cours. A l'heure du coup de fil Trump-Poutine mardi, Ursula von der Leyen s'avancait sur l'estrade de l'académie militaire royale de Copenhague pour évangéliser – galvaniser ? – les futurs officiers danois et, partant, les Vingt-Sept. Oui, les efforts budgétaires et industriels en faveur de l'Europe de la défense – son plan Rearm Europe présenté début mars – sont une nécessité vitale face à une Russie qui consacre 9 % de son PIB à ses armées, puisque cet investissement «alimente sa guerre d'agression en Ukraine tout en préparant [...] une future confrontation avec les démocraties européennes», a dramatisé la présidente de la Commission européenne. L'Estonie, qui partage 294 kilomètres de frontière avec la Russie, avait devancé l'appel, annonçant à la mi-

journée une augmentation de ses dépenses de défense à au moins 5 % de son PIB à partir de 2026. Et en Allemagne, le futur chancelier, Friedrich Merz, n'est pas encore élu qu'il a déjà obtenu le droit de dépenser sans compter pour réarmer le pays : son «bazooka» d'investissements a été approuvé mardi par une très forte majorité au Bundestag.

Réticences. «Si l'Europe veut éviter la guerre, elle doit se préparer à la guerre», a prévenu Ursula von der Leyen, à la veille de la présentation de son «livre blanc» de la défense européenne, ce mercredi, fixant un calendrier on ne peut plus clair : «Pour 2030, l'Europe doit avoir une posture de défense européenne forte.» Pour l'UE, il est hors de question d'accepter l'exigence de Vladimir Poutine de désarmer l'Ukraine d'abord et de ne pas assurer sa sécurité ensuite. «Il est donc essentiel que nous accélérions l'intégration de l'Ukraine dans le marché européen des équipements de défense», a-t-elle justifié. De quoi préparer les esprits avant le sommet européen de jeudi et vendredi. Car le plan d'aide à Kyiv défendu par la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, suscite pas mal de réticences. Si l'idée consiste à permettre à des pays hors UE de participer au financement de cette enveloppe de 40 milliards d'euros, Royaume-

Uni en tête, la Hongrie menace toujours de mettre son veto mais cette fois, Paris et Rome ont également exprimé des réserves. La France en raison d'une équation budgétaire quasi insoluble, l'Italie surtout parce que Giorgia Meloni redoute un retour de bâton commercial des Etats-Unis de Trump, dont elle est proche idéologiquement. «Il est imaginable de construire des garanties de sécurité efficaces et durables en creusant un fossé entre l'Europe et les Etats-Unis», a fait valoir la présidente du Conseil devant le Sénat italien mardi. Seule dirigeante européenne invitée à l'investiture de Trump, elle a traîné des pieds pour participer samedi au sommet sur la sécurité organisé en visio par le Premier ministre britannique, Keir Starmer. Qui doit être suivi jeudi par une réunion militaire pour continuer les discussions au niveau opérationnel, cette fois sur les futures «garanties de sécurité» offertes à l'Ukraine.

Mardi soir, peu de temps après la fin de l'entretien entre Trump et Poutine, le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le président français, Emmanuel Macron, ont assuré l'Ukraine de la poursuite de l'aide militaire au pays. «Nous sommes tous deux d'accord sur le fait que l'Ukraine peut compter sur nous, que l'Ukraine peut compter sur l'Europe et que nous ne la laisserons pas tomber», a dit Olaf

Scholz à Berlin aux côtés d'Emmanuel Macron. Ce dernier a souligné qu'un «cessez-le-feu doit être measurable et vérifiable, pleinement respecté». «Evidemment cela n'est pas concevable sans que les Ukrainiens ne soient autour de la table», a affirmé Macron.

Rafale. «L'objet de nos investissements – et la manière dont nous investissons – est tout aussi important que les montants que nous dépendons. Nous devons combler nos lacunes en matière de capacités. Et nous devons le faire à l'européenne», a prévenu Ursula von der Leyen à Copenhague, à l'heure où plusieurs pays de l'UE disent vouloir diversifier leurs achats militaires pour moins dépendre des Etats-Unis, notamment le Portugal qui pourrait préférer les Rafale français aux F-35 américains pour remplacer ses F-16 en fin de vie. En visite sur la base aérienne de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), Emmanuel Macron a, lui, annoncé que l'Etat français allait «accroître et accélérer les commandes de Rafale» au bénéfice de l'armée de l'air. D'autres investissements supplémentaires pour répondre à «l'accélération des événements seront annoncés dans les prochaines semaines», a expliqué le président de la République. C'est un impératif dans le contexte actuel.»

LAURE BRETON

Paris CLIMAT TOUR

libé

Concert Jeanne Added Hybrid Live
Performance Minuit Douze Débats Anne
Hidalgo, Camille Etienne, Emma Haziza, Agnès
Pannier-Runacher, Solal Moisan, François
Sarano, Claire Nouvian, Estelle Youssouffa...
Lieu Académie du Climat

Design graphique: Maison Solide



28/29 mars



LA COALITION
CITOYENNE POUR
LA PROTECTION DE
L'OCEAN



La crise Paris-Alger, «fonds de commerce» idéal des ambitions de Retailleau

Le ministre de l'Intérieur poursuit son rapport de force avec l'Algérie, alimentant la crise diplomatique. Il espère ainsi solidifier sa position dans la course à la présidence de LR contre Laurent Wauquiez. Et prend le risque d'entrer en conflit avec l'Elysée.

Par
VICTOR BOITEAU
et **LÉA MASSEGUIN**

Jusqu'où ira la crise entre Paris et Alger ? Alors que de nombreux observateurs jugent que les relations entre les deux capitales traversent leur pire période depuis l'indépendance en 1962, la situation continue de se détériorer. En cause, cette fois-ci : le rejet par Alger, lundi, d'une liste d'une soixantaine d'Algériens à expulser que la France lui avait soumis trois jours plus tôt. «Les autorités ont décidé de ne pas donner suite à la liste soumise par les autorités françaises», indique un communiqué publié par la diplomatie algérienne, qui réaffirme le «rejet catégorique des menaces et des velléités d'intimidation, injonctions et ultimatums» venant de Paris.

Cette décision a une nouvelle fois provoqué la colère du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, tenant d'une ligne dure sur l'immigration, qui a promis une «réponse graduée» face à ce refus. Parmi ces mesures de rétorsion, le locataire de la place Beauvau a d'ores et déjà annoncé la suspension des accords de 2007 concernant l'exemption de visa aux détenteurs de passeports diplomatiques. Invitée mardi matin sur RTL, la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, n'a pas non plus exclu une réduction des visas de travail attribués aux ressortissants algériens. «Ce rejet porte atteinte à nos intérêts, il contrevient aux accords qui régissent nos relations», a également réagi Jean-Noël Barrot,

ministre des Affaires étrangères, mardi à l'Assemblée.

Même son de cloche du côté du ministre de la Justice, Gérald Darmanin, qui n'hésite pas à brandir la menace d'un rappel de l'ambassadeur français à Alger, Stéphane Romatet, et d'une remise en cause de l'accord de 1968 encadrant les conditions d'entrée, de séjour et de travail des Algériens en France. «Cette liste de ressortissants expulsables envoyée par Paris est perçue comme une humiliation pour Alger, qui n'a jamais accepté cette politique de diktat», explique Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam) à Genève. Le politologue rappelle que l'Algérie est attachée à une certaine forme de protocole et ne tolère pas les décisions imposées unilatéralement, encore moins lorsqu'elles sont surmédiatisées. «La gestion publique et brutale de cette affaire ne fait qu'aggraver la crise diplomatique», insiste-t-il.

COSTUME À DOUBLE TRANCHANT

Depuis l'été, Paris et Alger traversent une crise inédite, alimentée par la reconnaissance par la France de la souveraineté marocaine sur le territoire contesté du Sahara-Ouest. Depuis, les motifs de tensions se sont encore accrus : arrestation à Alger de l'écrivain Boualem Sansal, influenceurs franco-algériens accusés d'incitation à la violence ou encore attaque mortelle au couteau survenue à Mulhouse par un ressortissant algérien sous OQTF et refusé par Alger.

Ce bras de fer politico-diplomatique offre ainsi au ministre de l'Intérieur l'opportunité d'afficher sa fermeté sur le terrain régional. Et ce alors qu'il cumule son costume de ministre avec celui de candidat à la présidence du parti Les Républicains (LR), dont le premier tour du scrutin est fixé les 17 et 18 mai. «Bruno Retailleau a raison. A un moment donné, il faut dire stop, il faut un coup de frein», estime Jean-Louis Thiériot, député LR de Seine-et-Marne et ancien ministre chargé des Anciens combattants sous Michel Barnier. La rente mémoire, il y a des limites.» Le député des Hauts-de-Seine Philippe Juvin abonde : «C'est un rapport de force. Il veut bousculer et obtenir des résultats. Démissionner serait négatif pour lui. Ce qui lui donne sa légitimité, c'est sa participation au gouvernement.»

Omniprésent médiatiquement, Bruno Retailleau sait qu'il doit sa popularité à son maroquin. Ce qui ne l'a pas empêché de mettre sa démission dans la balance. «Tant que j'ai la conviction d'être utile et que les moyens me sont donnés, je serai mobilisé», a-t-il affirmé samedi dans une interview au *Parisien*. Mais si on me demandait de céder sur ce sujet majeur pour la sécurité des Français, évidemment que je le refuserais.»

Son costume de ministre est à double tranchant. En campagne pour la présidence du parti face au chef des députés LR, Laurent Wauquiez, Retailleau déroule ses premiers mois à Beauvau comme un brevet de volontarisme. La vitrine du ministère plaît aux militants LR,

longtemps orphelins d'un chef. «L'Algérie est un fonds de commerce pour alimenter la campagne électorale, avance Hasni Abidi. Son discours est populaire et ramène des voix.» En face, Laurent Wauquiez ne cesse, lui, de mettre la pression sur le ministre. D'abord en jouant la carte de l'indépendance à l'égard de François Bayrou, une manière de se démarquer de Retailleau qui serait, lui, cadenassé dans sa parole, solidarité gouvernementale oblige. A l'Assemblée mardi, le député de Haute-Loire l'a faussement ciblé, en interrogeant le Premier ministre sur le calendrier législatif. «Il n'y a aucun texte inscrit par votre gouvernement portant sur la régulation de l'immigration, a pilonné Wauquiez. Vous avez parlé de submersion migratoire. [...] Mais les Français n'attendent pas des paroles, des discours. Ils attendent des résultats.»

COTE DE POPULARITÉ EN BANDOUILLERE

Sur son banc, Retailleau n'a ni bronché ni adressé un regard à son rival. «C'était la question de la motion Wauquiez, on attend la réponse de la motion Retailleau», se marre un député Modem. Observant son activisme, les proches de Wauquiez



Bruno Retailleau à Paris, le 14 décembre. PHOTO ALBERT FACELLY

«Maintenir la pression est une stratégie inutile et contre-productive en diplomatie»

Alors que le ministre de l'Intérieur poursuit le bras de fer contre Alger, le diplomate Gérard Araud juge que la surmédiatisation et la brutalité de cette position ne sert qu'à entretenir l'escalade de la crise entre les deux pays.

Le dossier algérien devient un peu plus brûlant après la décision d'Alger, rendue publique lundi, de retoquer la liste d'une soixantaine d'Algériens faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire (OQTF) fournie par la France. Parmi les ressortissants visés que l'Algérie refuse d'accueillir figure l'auteur de l'attaque de Mulhouse en février. En réaction à cette fin de non-recevoir, Bruno Retailleau, à l'unisson de la droite et de l'extrême droite, durcit encore le ton. Le ministre de l'Intérieur a redit sa volonté d'une «*riposte graduée*» vis-à-vis d'Alger, jusqu'à une «*remise en cause des accords de 1968*», texte qui réglemente les circulations, l'emploi et le séjour des ressortissants algériens en France. Jusqu'à menacer de démissionner si le gouvernement français cède vis-à-vis d'Alger.

Est-ce que la voie de la force est la plus efficace ? Pour Gérard Araud, ancien ambassadeur de France à Washington, maintenir ce bras de fer est contre-productif diplomatiquement et ne peut mener qu'à une escalade des tensions entre les deux pays. Il y voit surtout la volonté de Bruno Retailleau de servir ses ambitions politiques.

Pourquoi la stratégie de la France vous semble critiquable ?

Il était certain que l'Algérie allait retoquer la liste fournie par la France, Paris n'aurait pas dû rendre cette mesure publique. En politique étrangère, céder dans ce genre de bras de fer signifie être humilié. D'ailleurs, les Algériens ont un très bon argument : cette mesure ne respecte pas les accords bilatéraux [de 1974 et 1994, ndlr]. Ils prévoient une procédure spécifique qui consiste à transmettre les noms aux consulats d'Algérie – c'est d'ailleurs ce qu'a répondu le ministre algérien des Affaires étrangères. En la rendant publique, le gouvernement français a envoyé ces noms pour que l'Algérie refuse.

On peut aussi s'interroger sur le fait de pointer uniquement l'Algérie sur la question de l'exécution des OQTF : le taux est par exemple le même (4 %) pour le Maroc et la Tunisie. En voulant maintenir la pression sur Alger, ce n'est pas de la politique étrangère que fait Bruno Retailleau. Il sert uniquement ses ambitions de politique intérieure. Cette stratégie satisfait peut-être à l'extrême droite, qui affirme que la menace pour la France n'est pas la Russie mais l'Algérie. Mais elle est inutile et contre-productive en diplomatie. Elle va surtout provoquer des représailles extérieures.

Que risque-t-il de se produire si la France maintient cette pression ?

L'escalade va continuer. Un pays ne cède jamais devant ce genre de bras de fer. Alger

ad'ailleurs intérêt à ce que la situation dure : elle lui permet de jouer sur la fibre nationaliste, profondément anti-française. Or le régime autoritaire algérien fonde sa légitimité sur la lutte contre la France. Cette crise lui sert aussi de contre-feu, Paris est un bouc émissaire qui peut faire oublier les problèmes intérieurs du pays. Et puis ces tensions ne se limitent pas à la question des OQTF.

Les relations franco-algériennes sont structurellement difficiles, depuis soixante ans. Chaque président de la République a essayé d'améliorer les relations avec Alger, sans succès.

Comment apaiser ces tensions diplomatiquement ?

Lorsqu'il y a une crise, il faut revenir aux sources pour tenter de la régler. Celle que nous traversons trouve son origine dans une rupture de la position de la France vis-à-vis du Sahara-Occidental. Jusqu'à présent, elle ne prenait officiellement pas partie dans la querelle entre l'Algérie et le Maroc [Rabat et les indépendantistes du Front Polisario, soutenus par Alger, se dis-

putent la souveraineté de ce territoire depuis cinquante ans]. Cet été, Emmanuel Macron a d'un coup changé quarante-cinq ans de politique étrangère en reconnaissant la marocanité du Sahara-Occidental, et a ensuite organisé une visite d'Etat triomphale. Diplomatiquement, c'était une déclaration de guerre à l'Algérie. S'en est suivie la prise d'otage de Boualem Sansal, l'agitation des influenceurs algériens. Et en France, la situation tombe à pic pour le ministre de l'Intérieur qui flirte avec l'extrême droite.

Mais pour tenter de s'extirper de cette situation, il serait plus efficace de calmer le jeu. Ne plus parler publiquement et, en parallèle, de réfléchir sur les origines de cette escalade puis tenter de renouer les fils petit à petit. Vu leur passé, la France et l'Algérie sont condamnées à avoir des relations intenses. Elles demandent d'être traitées avec des pincettes.

Recueilli par

APOLLINE LE ROMANSER



INTERVIEW

CHEZ POL

Fait maison
Au comptoir
Passion archives
Le chiffre

Inscrivez-vous vite
sur liberation.fr
newsletters

Chaque jour, toute l'actu politique
décryptée par Libé

DENIS ALLARD POUR LIBÉRATION

l'accusent déjà de mollesse. «*Retailleau est allé trop loin. Il s'est trop exposé*, pose un cadre LR. *Il est allé se mettre à portée de gifle de l'Algérie. Il faut mener des combats qu'on est en mesure de gagner.*» Cote de popularité en bandoulière, cajolé par la sphère Bolloré, Retailleau, lui, n'entend pas réduire la voilure. La semaine dernière, il a échangé avec Nicolas Sarkozy. L'ancien président de la République lui a conseillé de continuer à maintenir la pression sur Alger. Et de ne surtout pas démissionner, lui qui avait utilisé Beauvau comme rampe de lancement pour l'Elysée en 2007. ➤



A la Gaîté lyrique, mardi matin.



Plusieurs personnes ont été blessées lors de

Gaîté lyrique Une évacuation douloureuse

Les forces de l'ordre ont appliqué manu militari l'arrêté préfectoral d'expulsion des centaines de jeunes migrants qui occupaient, depuis plus de trois mois, le lieu culturel au cœur de Paris. Les militants venus en solidarité pointent la méthode et le manque de discussions. Quarante-six personnes ont été interpellées.

Par
ROMAIN BOULHO
Photos **STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP**

Ils semblent hagards dans la nuit noire. A l'écart de la foule épaisse, le dos contre la pierre froide de la Gaîté lyrique, un lieu culturel qu'ils occupent au cœur de Paris, leur refuge jusqu'à ce mardi. Des sacs-poubelles pour bagages et un air défaits comme des voyageurs perdus dans une gare routière. A l'intérieur de l'établissement, quelques-uns prient une dernière fois. D'autres font durer le départ. Une cigarette rou-

lée lentement. Un dernier regard jeté en arrière. Un grand dit qu'il n'a pas peur des forces de l'ordre, qui patientent aux abords, qu'il a vu «la guerre» de ses yeux, en 2011 en Côte-d'Ivoire. «Allez les gars, faut vraiment y aller», prévient un membre d'une association. Amnata est à la porte d'entrée. Elle croque dans une pomme. Elle n'attend pas : elle est «perdue». Elle ne sait plus quoi faire, plus quoi dire, le regard incrédule. Trois mois d'occupation pour finir sur une expulsion.

DES GENS AU SOL

Dehors, des battements de tambours. Des cris antifascistes en langue italienne. Une Lune presque pleine éclaire cette foule qui appelle à la non-violence, épaules serrées, bras collés, l'union des corps pour barrer l'accès aux forces de l'ordre des deux côtés de la Gaîté. Il y a dix jours, au moment du dernier comptage, au moins 430 personnes rassemblées dans le collectif des jeunes de Belleville demeuraient à la Gaîté, des migrants en situation de recours pour faire valoir leur minorité. Combien sont-elles ce matin ? Des centaines encore. Un jeune assure qu'il ne bougera pas, qu'il pourrait bien se «faire marcher dessus» qu'il resterait ici. Il dit ça dans la froidure du matin. Trois heures plus tard, face aux lacrymogènes des CRS et sans aucune forme de véhémence de la part des manifestants nassés, sauf une brique de lait vide lancée par-dessus les boucliers, des gens au sol pris dans un mouvement de foule seront piétinés. Mais pour l'instant, un bénévole harangue la foule : «Que ceux qui se sentent d'y aller rejoignent le cordon face aux policiers.» Il hèle des vieilles dames. Meriem, le vi-

sage marqué par l'âge, s'est levée dans le creux de la nuit pour soutenir les exilés. Elle pense qu'on «ne peut pas faire société sans accueil» et, alors qu'elle décrit son émotion, elle est interrompue par des huées. L'heure a sonné. «Les flics vont entrer dans la Gaîté !» Il n'est pas encore 6 heures. Déjà, la nasse s'est formée.

La foule scande : «La honte à ce pouvoir.» Un CRS tape de sa matraque les barreaux du square voisin. Une jeune fille pleure face à la menace. Puis l'attente, longue et glaciale. Deux jeunes se sont enfouis dans du linge de lit, assis au sol. Ils semblent comme des enfants jouant aux fantômes. Une voix grumeleuse s'élève. Plutôt, des copeaux de voix. «On nous matraque comme des esclaves. Trop c'est trop. Même les chiens mangent plus que nous. La préfecture est là, mais où est la mairie ?» Propos désespérés, et gestes à l'avenant. Le jeune à la voix fatiguée enjambe une barrière, bat l'air de ses bras. Un petit cercle se forme. Il halète, soupire, poursuit sa harangue, et questionne finalement : «Comment on va résister ?» Un autre répond qu'il pourrait chier ici, devant la Gaîté, que s'il faut lutter ainsi, en chiant à même le sol, il le ferait. Une rumeur court. La préfecture propose un départ en car pour un hébergement en sas à Rouen, «pour quelques semaines et quelques jeunes». Exilés, soutiens, étudiants, travailleurs, presse, grand-mère munie de sa carte handicap, homme à la vessie pleine, et même députée LFI de l'Assemblée nationale, Danielle Simonnet, sont interdits de quitter les lieux. Une interrogation, lancée à la voilée : «Vous voulez une évacuation et vous ne laissez pas partir les gens ?» Trois médecins montrent



l'intervention policière.



Plus de 400 migrants occupaient la Gaîté lyrique.

leur stéthoscope comme on brandit un laissez-passer. Rien. L'une travaille à la Pitié-Salpêtrière. Elle tente sans espoir : «*On va donc laisser des gens à l'hôpital avec des plaies ouvertes? Des malades à qui on doit annoncer des cancers?*» Un gradé répond de voir avec le «*donneur d'ordre*» : Bruno Retailleau. Danielle Simonnet tente de parler. L'élu de gauche est en «*colère*» : «*Ça ne devait pas se passer comme ça, avec des coups de matraque dans les jambes, sur les têtes, un usage de la force sans aucune discussion. C'est une logique répressive qui ne cherche pas à solutionner. Le problème de la proposition des sas, c'est qu'il s'agit d'un hébergement pour adultes, loin de Paris, avec donc une rupture de socialisation et des lieux de scolarité de ces jeunes. On est sur une opération de com pour l'extrême droite, pour Retailleau.*» Dans son arrêté d'expulsion, la préfecture de police de Paris met en avant «*un risque élevé en cas d'incendie, ainsi qu'un risque sanitaire lié à la promiscuité*» – le 21 février, un départ de feu avait eu lieu. Des arguments déjà avancés dans une décision du tribunal administratif mi-février, que la mairie de Paris avait saisie mais dont elle rechignait à faire appliquer la décision d'expulsion en demandant le concours de la force publique. L'Etat a fini par s'autosaisir. Il est 8h50, et tandis que quelques chants brisent l'attente, une charge survient du côté de la rue Saint-Martin. Vapeurs de larmes. Jeunes à terre. Même les gendarmes positionnés sur le boulevard Sébastopol semblent pris au dépourvu. Les jeunes migrants ont fini par quitter le devant de la Gaîté. Ils ont perdu leurs sacs-poubelles. Certains ont

même perdu leurs chaussures. Des corps sont soignés sur le bitume. Des Parisiens à vélo filent sur la piste cyclable. Pour le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, sur le plateau de BFM TV en fin de matinée, «*l'évacuation s'est bien passée. Elle s'est déroulée sous tension parce qu'on a eu des collectifs, des élus aussi, des militants d'ultra-gauche qui sont venus clairement pour empêcher cette opération de police.*» Quarante-six personnes ont été interpellées, la majorité pour faire l'objet de «*vérifications administratives*».

J'AI BEAUCOUP DE REGRETS

Un instant avant la charge, Abdoulaye comparait sa situation à celle d'un «*animal*». Depuis hier soir, il manifestait dehors. Le sommeil l'étreignait, autant que le désarroi, celui de ne pas savoir où se rendre. Il posait la question mais connaissait déjà la réponse : «*Où est-ce que je vais dormir ce soir ? Nulle part.*» Il s'interrogeait encore : «*Est-ce qu'ils ont conscience qu'ils mettent 400 humains à la rue ? Que la fraîcheur tue ?*» Abdoulaye s'est réfugié à la Gaîté depuis décembre, quand il est arrivé en France depuis la Côte-d'Ivoire. Sa reconnaissance de minorité a été rejetée, et désormais il doit patienter jusqu'à septembre, quand le tribunal examinera son recours. «*J'ai beaucoup de regrets, si j'avais su ce qui m'attendait, je ne serais pas venu en France.*» A son pied, un cabas Action avec deux plaid. Dans son sac à dos, des habits donnés par des associations. Il n'a rien d'autre depuis qu'il a «*traversé la mer*». Sa capuche rabattue laisse entrevoir la bordure de son bonnet. Dessus, il est écrit «*I love Paris*». ▶

L'ex-ministre Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France terre d'asile, dénonce l'expulsion des migrants occupant la Gaîté lyrique, accusant l'Etat et les collectivités de se défausser en se renvoyant la balle.

Les décisions du gouvernement sur les questions migratoires, notamment depuis la nomination de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur, inquiètent Najat Vallaud-Belkacem. L'ancienne ministre de l'Education, actuelle présidente de l'association France terre d'asile, regrette ainsi l'expulsion des jeunes mineurs isolés de la Gaîté lyrique mardi au petit matin (*lire ci-contre*).

Y avait-il une meilleure solution que l'expulsion des occupants de la Gaîté lyrique ?

Bien entendu. Les jeunes qui s'y abritaient demandent simplement une solution d'hébergement adaptée. Il y a parmi eux de très jeunes personnes, isolées, vulnérables, en attente de la décision du juge des enfants sur leur placement à l'Aide

sociale à l'enfance. Ils ont besoin d'être hébergés à Paris en attendant la décision du juge, il est donc de la responsabilité de l'Etat et de la ville de Paris de trouver une solution conjointe pour les mettre à l'abri.

Les cas d'occupations avec des jeunes dont le statut de mineur n'est pas reconnu, ou qui attendent les résultats de leur recours, se multiplient. Nombre de collectivités sont dépassées. Comment accueillir mieux les jeunes mineurs isolés ?

Dans d'autres territoires, comme la Métropole de Lyon, les acteurs publics ont trouvé des accords pour

assurer la mise à l'abri de ces jeunes. L'Etat et les collectivités ne doivent pas utiliser la complexité de leur situation administrative pour se renvoyer mutuellement la balle, et devraient respecter le principe de pré-

somption de minorité, en application de la Convention internationale des droits de l'enfant. Et donc prendre en charge ces jeunes au moins jusqu'à la décision du juge. Une majorité des jeunes qui forment un recours seront finalement reconnus mineurs : ils intégreront la protection de l'enfance. Les autres doivent pouvoir accéder à l'hébergement d'urgence, qui est

inconditionnel. Laisser des gens à la rue n'a jamais été une bonne politique. Elle nuit aux principaux intéressés mais aussi au voisinage et alimente la précarité autant que le désordre, le sentiment d'impuissance et *infine* le populisme.

Lorsqu'on pense aux mineurs isolés ou aux demandeurs d'asile, on a souvent en tête des hommes. La réalité des femmes est-elle ignorée ?

Oui, la migration des femmes et leur intégration en France sont très souvent invisibilisées. Les femmes représentent 48% des personnes migrantes dans le monde, 38,5% des demandeurs d'asile en France, mais peu de gens le savent. A France terre d'asile, nous nous attachons à rendre visibles leurs histoires et à défendre leurs droits, par exemple avec notre rapport sur les femmes exilées isolées à Paris.

Nombre d'acteurs de terrain s'inquiètent des orientations du gouvernement en matière migratoire, notamment après l'arrivée de Retailleau à Beauvau. Ressentez-vous la même chose ?

Oui. Le gouvernement a supprimé plus de 6500 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile, alors qu'il en manque déjà beaucoup. Des milliers de personnes supplémentaires vont être mises à la rue. La circulaire de Bruno Retailleau du 23 janvier, en supprimant des possibilités de régularisation, va tout simplement fabriquer des sans-papiers, alors que ces personnes travaillent, vivent en famille en France depuis des années. C'est une machine à créer de la précarité.

Comment la gauche peut-elle faire face à la droite et son extrême qui imposent leur vision et leur calendrier ?

En tout cas sûrement pas en imitant l'extrême droite, ce qui n'a pour effet que de la renforcer à chaque fois. Je crois que c'est d'abord en regardant et racontant la France et les Français telle qu'ils sont que la gauche pourra contrecarrer les coups de boutoir de l'extrême droite. Les tensions, les inquiétudes face à un monde menaçant, la tentation d'en tenir l'étranger pour responsable d'office sont là. Mais l'aspiration à une société accueillante, solidaire, est aussi majoritaire en France.

Il faut lutter pied à pied contre ces groupes qui multiplient leurs attaques depuis des années. S'ils se sentent de plus en plus légitimes à agir, c'est aussi parce qu'une partie de la droite – hier «républicaine» – reprend de plus en plus leur vision xénophobe de la société. La gauche doit défendre l'accueil des exilés dans des conditions dignes. Mais parce que tout se tient, c'est aussi, et peut-être surtout, par le reste de ses positions qu'elle apparaîtra comme un recours préférable à la facilité des slogans réactionnaires : que son programme économique soit à la hauteur. Qu'elle défende une vie démocratique plus riche, car plus de participation des citoyens, y compris sur l'immigration, ça enlève des arguments aux partis d'extrême droite.

Recueilli par
RACHID LAÏRECHE



INTERVIEW

TRUONG-NGOC

Par
EMMANUEL FANSTEN

Un nouveau front vient de s'ouvrir pour le Groupe Bernard Hayot (GBH). Déjà mis en cause pour ses marges exorbitantes et visé par une plainte pour «entente» et «abus de position dominante» dont il conteste le bien-fondé, le plus puissant conglomérat d'outre-mer est désormais suspecté de s'être affranchi des règles en matière de lobbying. Selon nos informations, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a lancé fin février une enquête visant l'entreprise et certains de ses mandataires pour de potentiels délits d'omission de déclaration d'activité de représentant d'intérêts. «Les éléments disponibles semblent indiquer que GBH participe activement à l'élaboration des politiques concernant les territoires ultramarins», souligne Transparency International France, à l'origine de la saisine de la Haute Autorité, tout en pointant la «proactivité» du groupe et son «lobbying intense».

L'ONG spécialisée dans la lutte contre la corruption s'appuie notamment sur des propos tenus dans *Libération* par Max Dubois, ancien conseiller spécial de l'ex-ministre des Outre-Mer Jean-François Carenco, assurant que ce dernier avait rencontré huit fois en à peine un an le fondateur de GBH, Bernard Hayot, quand il était en poste au ministère de la rue Oudinot, dans le VIIe arrondissement de Paris, entre juillet 2022 et juillet 2023. Contacté par *Libération*, Carenco assume parfaitement ces rencontres. «Cela n'a rien à voir avec du lobbying, balai-t-il. Bernard Hayot n'a jamais eu la moindre influence sur aucune de mes décisions. Un bon ministre n'a pas besoin de lobbys.» Mais pour Transparency International France, ce type de contacts informels pourraient au contraire s'apparenter à une forme de lobbying et devraient donc être déclarés à la HATVP comme l'impose la loi Sapin 2, entrée en vigueur en juillet 2017, et figurer à ce titre au répertoire des représentants d'intérêts.

«ON LE VOIT PEU, MAIS IL EST PARTOUT»

Autre exemple de porosité mis en avant par le signalement: la rencontre entre le directeur général de GBH, Stéphane Hayot, et le député de la Réunion Jean-Hugues Ratenon, lors du rachat controversé de l'entreprise de grande distribution Vindémia par son groupe en 2020. «Il est venu me vendre son projet et désamorcer la crise, se souvient le parlementaire (LFI-NPF). Mais il ne m'a pas convaincu du bien-fondé de cette opération, qui ne faisait que renforcer l'hégémonie du groupe dans la grande distribution à la Réunion.»

Ces épisodes n'ont pourtant rien d'exceptionnel, tant GBH a longtemps eu ses entrées à l'Elysée, dans les cabinets ministériels et auprès des parlementaires de tous bords. Des relations feutrées et discrètes, à l'image de la célèbre devise

Groupe Hayot L'«intense» lobbying du magnat des Outre-mer

ENQUÊTE

Déjà accusé d'alimenter la vie chère ultramarine, le conglomérat est désormais visé par une enquête de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, qui le soupçonne d'avoir omis de déclarer des activités d'influence de ministres et d'élus.



Stéphane Hayot, directeur général de GBH, à Fort-de-France en 2024. PHOTO PHILIPPE LOPEZ. AFP

du groupe : «Le bruit ne fait pas de bien, et le bien ne fait pas de bruit.» Ministre des Outre-Mer entre 2008 et 2009, Yves Jégo (UDI) se souvient auprès de *Libération* du lobby «très puissant» du patronat béké, ces descendants de colons esclavagistes qui occupent une place hégémonique dans de nombreux secteurs économiques et n'hésitent pas à user de leur influence pour conserver cette place privilégiée. «Bernard Hayot, c'est le boss, assure Yves

Jégo. Dès que j'ai été nommé, il est venu déjeuner avec moi au ministère. Mais il allait surtout à l'Elysée et à Matignon.»

Autre ancien ministre socialiste des Outre-Mer, en poste entre 2012 et 2014, Victorin Lurel raconte de son côté avoir rencontré Bernard Hayot deux fois «à sa demande». «On le voit peu, mais il est partout, dit-il. C'est lui le vrai patron.» Ces derniers mois, cependant, le ton a changé au sommet de l'Etat. Inter-

pellé en janvier à l'Assemblée nationale sur les marges réalisées par GBH, le nouveau ministre des Outre-Mer, Manuel Valls, a accusé le groupe de jouer «un rôle d'étrangement de l'économie et du pouvoir d'achat». Interrogé sur le sujet des lobbys, le cabinet du ministre, actuellement en déplacement en Martinique au cours duquel il a annoncé, lundi, un «projet de loi contre la vie chère» n'a souhaité faire aucun commentaire.

Au-delà de ses contacts plus ou moins étroits avec la classe politique, GBH peut aussi s'appuyer sur plusieurs structures chargées de défendre ses intérêts, comme la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom), puissante association fondée en 1986 à l'initiative de l'ancien bras droit de Bernard Hayot, Eric de Lucy. Son président depuis quatre ans, Hervé Mariton, lui aussi ancien (et éphémère, pendant un mois et dix-huit jours) ministre UMP des Outre-Mer en 2007, nous a donné rendez-vous au café Bourbon, juste en face de l'Assemblée nationale. Loin des propos martiaux de Manuel Valls, l'ex-maire de Crest (Drôme) tient surtout à saluer les milliers d'emplois créés par GBH, cette entreprise qui fait «honneur aux économies ultramarines».

«MOINS PAR CORRUPTION QUE PAR FAIBLESSE»

Dûment enregistrée comme représentant d'intérêt à la HATVP, la Fedom est composée à la fois d'organisations (Medef territoriaux, chambres de métier) et d'entreprises, parmi lesquelles Total, Vinci, Suez, CMA CGM et donc GBH, qui s'accordent d'une cotisation annuelle allant jusqu'à 30 000 euros. En échange, l'influente association mène des actions classiques de lobbying, allant de la rédaction d'amendements dans le cadre de propositions ou de projets de loi à des rencontres informelles avec des parlementaires ou des petits déjeuners avec des hauts fonctionnaires. Récemment, certains de ses adhérents ont ainsi pu partager les croissants avec le patron de Tracfin, le service de renseignement de Bercy, ou le président de l'Autorité de la concurrence. Des entrevues qui permettent de mêler les réseaux tout en échangeant en toute confidentialité sur des sujets sensibles. Hervé Mariton tient cependant à relativiser le poids du groupe au sein de son association. «Ils participent naturellement aux travaux de nos différentes commissions, mais n'en président aucune, insiste-t-il. GBH ne tire pas les ficelles de la Fedom.» Au moins deux raisons structurelles favoriseraient une activité de lobbying importante de GBH : la position dominante du groupe dans des secteurs stratégiques comme la distribution et l'alimentaire, et l'éloignement géographique des territoires ultramarins, qui exige de s'appuyer sur des relais locaux en métropole ou à Bruxelles pour défendre ses intérêts.

Derrière ces lobbys, Victorin Lurel, désormais sénateur, voit surtout une «ethnoclasse» blanche pouvant se targuer de posséder ses entrées partout et d'avoir accumulé au fil du temps une expertise, un pouvoir et des réseaux qui ont fini par la rendre indispensable. «La Fedom est d'autant plus essentielle que les sujets sont de plus en plus complexes et techniques, notamment tout ce qui touche aux subventions et à la fiscalité», reconnaît, sous couvert d'anonymat, un collaborateur parlementaire. «Le problème est avant tout structurel, abonde un autre. Plus l'Etat perd de son pouvoir, plus les



Bernard Hayot, le fondateur du groupe portant son nom, dans le port du Havre (Seine-Maritime), en 2015. PHOTO CHARLY TRIBALLEAU. AFP

lobbys prennent la place laissée vacante.» Une place d'autant plus importante lorsque les ministres se succèdent à un rythme effréné. «Le risque est de devenir l'otage d'un savoir qu'on ne maîtrise pas et de subir leur logique, moins par corruption que par faiblesse, estime Victorin Lurel. Il ne s'agit pas de refuser de travailler avec eux, mais d'être capables de constituer des contre-expertises.» De son côté, Yves Jégo juge utile de distinguer un lobby «légitime», chargé d'accompagner les responsables politiques sur des sujets très techniques, et un lobby «plus intrusif», «moins transparent», qui vise à modifier discrètement des décisions en coulisses.

«JE SUIS AMI AVEC TOUT LE MONDE»

À la différence de la Fedom, deux autres structures plus discrètes, l'Association martiniquaise pour la promotion de l'industrie (AMPI) et le Comité martiniquais d'organisation et de défense du marché du rhum (Coderum), l'une et l'autre mandataires de GBH, n'apparaissent nulle part dans les registres de la HATVP, alors même qu'elles ont pour mission de défendre les intérêts du groupe. Une omission susceptible de constituer un délit pénal, selon Transparency International France, possible d'un an d'emprisonnement et 15 000 euros

d'amende. À Bruxelles, cœur battant de l'Union européenne, une organisation beaucoup plus puissante veille à la défense des filières agricoles ultramarines, contrôlées en grande partie par les békés. C'est l'ancien Premier ministre Raymond Barre qui aurait soufflé l'idée au patronat antillais l'idée d'une structure capable de représenter ses intérêts auprès des institutions supranationales. Fondée en 1988 par Gérard Bally, cousin de la famille Hayot, Eurodom est ainsi l'un des premiers cabinets de lobbying bruxellois, qui rassemble des groupements de producteurs et dispose d'un bras armé, la société Action Europe, capable de mener des actions ciblées.

Dans un documentaire retentissant diffusé sur Canal+ en 2009, en pleine crise sociale en Martinique, la caméra suivait à la trace Gérard Bally et Eric de Lucy, des arcanes bruxelloises aux couloirs de l'Elysée, où les deux lobbyistes étaient à tu et à toi avec les conseillers du Château. Des images tellement désastreuses que, selon nos informations, GBH avait alors fait appel à Image 7, l'agence de communication d'Anne Méaux comptant parmi ses clients de nombreux patrons français, pour tenter de redorer son blason. À l'époque, Eurodom vient de remporter une manche décisive à Bruxelles en négociant d'une main

de fer les fonds liés au Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité, une enveloppe de 320 millions d'euros par an dont 129 millions d'euros destinés à la filière de la banane. Un mécanisme régulièrement accusé de ne bénéficier qu'aux gros producteurs, dont GBH.

Depuis, Eurodom a embauché Benoît Lombrière, ancien conseiller technique à l'outre-mer de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, comme délégué général adjoint. «GBH ne fait pas partie de nos clients», précise d'emblée Lombrière, tout en concédant que les actions d'Eurodom profitent

directement au groupe fondé par Bernard Hayot. «Des gens respectables et assez admirables», estime le lobbyiste, qui entretient des relations «amicales» avec Bernard et Stéphane Hayot. «Mais je suis ami avec tout le monde», relativise-t-il. Benoît Lombrière connaît également Manuel Valls, qui lui avait confié une mission sur la Nouvelle-Calédonie quand il était Premier ministre. Lorsque ce dernier a été nommé rue Oudinot, en décembre, les deux hommes se sont revus. Mais depuis quelques semaines, le contact est rompu. «Peut-être qu'il m'a assimilé à GBH», regrette Lombrière sans s'en offusquer, conscient que la longévité des responsables politiques est bien plus courte que celle des lobbyistes.

PAS MIEUX ENCADRÉ QUE LES PESTICIDES

Aux Antilles, un épisode aussi célèbre que tragique a contribué à noircir le tableau. Le scandale du chlordécone, ce pesticide ultra-nocif massivement utilisé malgré son interdiction. Autrice d'un ouvrage édifiant sur le sujet publié chez Grasset en début d'année (*les Empoisonneurs. Chlordécone histoire d'un mépris*), Marie Baléo y documente l'«influence démesurée» des békés sur le ministère des Outre-Mer. «La porosité est totale entre Eurodom, la Fedom et ceux qui sont

censés prendre, au sein de l'Etat, des décisions neutres et objectives dans l'intérêt des Français d'outre-mer», écrit-elle. A ses yeux, l'illustration la plus frappante de ce mélange des genres est la façon dont les gros producteurs de bananes locaux sont parvenus à prolonger l'utilisation du chlordécone malgré sa dangerosité avérée.

Parmi les nombreux courriers adressés à l'époque aux différents responsables politiques concernés, Marie Baléo en a exhumé un envoyé en 1992 au ministère de l'Agriculture par un certain Yves Hayot, frère du fondateur de GBH et ancien président du groupement des producteurs de bananes, dans lequel celui-ci demande une «dérégulation» afin de pouvoir continuer à épandre du chlordécone, dérogation qui sera finalement accordée par le ministre de l'Agriculture d'alors, Jean-Pierre Soisson. Signe d'une époque où le lobbying n'était pas mieux encadré que les pesticides. Depuis, l'enquête judiciaire a abouti à un non-lieu, mais la cour administrative d'appel de Paris a confirmé, le 11 mars, la faute de l'Etat dans l'empoisonnement de la population en Guadeloupe et en Martinique, et ordonné l'indemnisation de onze victimes. Le groupe, lui, n'a jamais été inquiété. Contacté par Libération, GBH n'a pas souhaité répondre à nos questions. ■

Récemment, des adhérents de la Fedom, association fondée par l'ex-bras droit de Bernard Hayot, ont partagé les croissants avec le patron du service de renseignement de Bercy et celui de l'Autorité de la concurrence.



LIBÉ.FR

Lycée Averroès à Lille : le rapporteur public demande de rétablir le contrat avec l'Etat

Lorsqu'elle avait résilié le contrat en 2023, la préfecture avait affirmé que l'établissement, réputé pour l'excellence de son enseignement, ne respectait pas les valeurs républicaines, et le soupçonnait d'islamisme rampant. Devant le tribunal administratif mardi, le rapporteur public a estimé que ces arguments n'étaient pas fondés. Le jugement a été mis en délibéré au 23 avril. PHOTO AFP

Voile dans le sport : le gouvernement emberlificoté

Alors que les ministres se déchirent à nouveau sur la question du port des signes religieux, Bayrou a convoqué mardi une réunion de recadrage pour tenter de mettre fin à la cacophonie ambiante.

Par
JEAN-BAPTISTE DAOULAS et LAURE EQUY

«**D**eux menaces de démission dans la même semaine, ça fait beaucoup», soupire, désabusé, un conseiller ministériel croisé dans les couloirs de l'Assemblée nationale. L'absence de majorité parlementaire pourrait les inciter à serrer les rangs mais non, les membres du gouvernement Bayrou se paient le luxe de créer de toutes pièces un nouveau psychodrame maison. Après le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qui agitait, dimanche dans *le Parisien*, l'hypothèse de son départ si Paris devait céder à Alger dans le bras de fer qui oppose les deux pays sur les expulsions de ressortissants sous OQTF, c'est au tour de Gérald Darmanin de la jouer «retenez-moi ou je fais un malheur».

Outré par les déclarations de sa collègue Marie Barsacq (Sports) sur le port du voile dans le sport, le garde des Sceaux a estimé les divergences suffisamment importantes pour poser la question de son maintien place Vendôme : «Si le gouvernement est favorable au port du voile dans les instances sportives, on aura un sujet de participation. [...] On ne peut pas rester dans un gouvernement qui

cède sur ces questions-là. Je ne participe pas à ça.» Avertissement glissé au *Parisien* juste avant de se rendre à Matignon... pour une réunion de recadrage convoquée par le Premier ministre afin de tenter de mettre bon ordre dans son gouvernement sur le sujet.

Solidarité. La querelle traîne depuis une semaine. Le 12 mars, le député RN Julien Odoul interpelle la ministre des Sports en commission des affaires culturelles sur «l'islamisme et le communautarisme qui gangrènent nos clubs et fédérations» sportives, citant certaines dérives – «équipes qui refusent de serrer la main aux femmes arbitres», «vestiaires [qui] se transforment en salle de prières». «Allez-vous vous réveiller et imposer l'interdiction des signes religieux et politiques ostensibles dans les compétitions sportives?» conclut l'élu d'extrême droite. C'est justement l'objet d'une proposition de loi des sénateurs LR votée le 18 février, sans date d'atterrissement à l'Assemblée pour l'instant. «Il ne s'agit pas de faire des raccourcis», répond Marie Barsacq, qui admet «des situations où des femmes voilées participent de façon contrainte ou délibérée à ce qu'on appelle l'entrisme», tout en

refusant d'en faire une généralité : «Est-ce que le voile islamique résume l'entrisme? La réponse est non.»

De quoi courroucer Bruno Retailleau et Gérald Darmanin qui étaient dans la presse leur «désaccord radical avec elle», dixit le premier, le second refusant «le moindre accommodement avec le communautarisme». Interrogé mardi matin, lors du petit déjeuner des patrons de son camp, sur la cacophonie gouvernementale, Bayrou a convoqué à la mi-journée les ministres concernés pour les rappeler à un semblant de «solidarité» : Elisabeth Borne (Education nationale), Aurore Bergé (Égalité entre les femmes et les hommes) et Marie Barsacq y retrouvent Bruno Retailleau et Gérald Darmanin. A la sortie, miracle. Tout le monde jure défendre à l'unisson la proposition de loi sénatoriale. Lors de la séance de questions au gouvernement, Aurore Bergé assure qu'il n'existe «qu'une seule ligne», «très claire» : «Aucun signe religieux ostentatoire ne peut être porté dans les compétitions sportives.» Même les menaces du ministre de la Justice semblent s'évaporer : «Il ya eu une extrapolation dans tous les sens. Il n'a jamais menacé de poser sa démission. Il a fait part de sa position ferme», nuance son entourage.

Tous alignés, vraiment? Derrière le soutien unanime du gouvernement au texte des sénateurs LR, deux sensibilités se font face. Dans leur expression, Retailleau, Darmanin et Bergé visent «l'entrisme» de l'islamisme dans le sport en général, sans toujours faire de distinguo entre compétitions et entraînements quotidiens dans les clubs. A l'inverse, l'entourage de Barsacq maintient que la ministre des Sports est

L'HISTOIRE DU JOUR



Gérald Darmanin à Paris, le 24 décembre. PHOTO ALBERT FACELLY

attachée à «la possibilité de toutes et tous de faire du sport en dehors de ces compétitions». Y compris ceux qui portent des signes religieux, comprend-on à demi-mot.

Limites. Bayrou n'en est pas à sa première tentative de recadrage en matière de signes religieux. Le 7 janvier, il avait profité d'une réunion avec ses principaux ministres à Matignon pour demander à chacun de préciser qu'il s'exprime à titre personnel lorsqu'il prend une position différente de celle du gouvernement. Ce matin-là, Retailleau s'était opposé dans *le Parisien* au port du voile

par les accompagnatrices de sorties scolaires. Deux mois plus tard, Bayrou en est toujours réduit à gérer les interventions contradictoires de ses poids lourds. «Si on doit avoir un débat, il doit être parlementaire, et pas au sein du gouvernement», regrette le député Ensemble pour la République Ludovic Mendes. «C'est la cacophonie à tous les étages, mais si c'était seulement ça», dénonce le député PS Arthur Delaporte. Le problème, c'est que c'est toute l'action publique derrière qui manque de sens. Ce sont les Français qui sont perdants.» La volonté de Bayrou de s'entourer de ministres forts et de

laisser à chacun une grande liberté de parole trouve ses limites. «Si vous êtes trop souple, ça devient élastique. Si vous êtes trop ferme, ça casse. C'est un pilotage hyper compliqué», l'excuse un député Modem. «En ce moment, c'est le concours de celui qui a la plus grosse. Ces personnalités sont enclines à se poser la question de 2027 et doivent marquer leur territoire», s'agace un soutien de Bayrou au Parlement. Comme trois enfants sages, Bergé, Retailleau et Darmanin ont pris place sur le même banc dans l'hémicycle lors des questions au gouvernement mardi après-midi. ♦

Si on doit avoir un débat, il doit être parlementaire, et pas au sein du gouvernement.»

Ludovic Mendes
député Ensemble pour la République



LIBÉ.FR

Crise politique au Pérou après le meurtre d'une vedette de la chanson

Paul Flores, du groupe de cumbia Armonia 10, a été tué par balles dimanche lors de l'attaque du bus de sa tournée par un gang. Face à la hausse des extorsions, le Premier ministre a proclamé l'état d'urgence à Lima. L'opposition exige la démission du ministre de l'Intérieur. PHOTO DR

Défense allemande: Merz devient «l'homme qui valait 1000 milliards»

Il a réussi son revirement politique. Après avoir amadoué les écologistes en leur promettant la neutralité climatique de l'Allemagne à l'horizon 2045, le futur chancelier Friedrich Merz a pu rassembler mardi les deux tiers des voix au Bundestag nécessaires pour réformer le «frein à la dette» concernant les dépenses d'armement, de protection civile et de cybersécurité. Son projet a été approuvé par 513 députés, tandis que 207 se sont abstenus.

«Dénî». Friedrich Merz est désormais «l'homme qui valait 1000 milliards», une somme qui correspond aux besoins de modernisation de l'armée. Il pourra acheter des canons, des chars, des avions, des drones et embaucher des dizaines de milliers de soldats pour que l'Allemagne soit enfin «capable de mener une guerre» («kriegstüchtig»), selon l'expression de Boris Pistorius. L'actuel ministre fédéral de la Défense, homme politique le plus populaire du pays dont le soutien à l'Ukraine a toujours été indéfectible, est monté au créneau pour

dénoncer l'hypocrisie des populistes de droite et de gauche qui le traitent de «faiseur de guerre» : «Nous sommes confrontés au plus grand défi de notre histoire en matière de politique de sécurité. Vous êtes dans le déni de la réalité.»

Dès qu'il sera élu chancelier et qu'il aura formé un gouvernement avec les sociaux-démocrates du SPD – normalement avant Pâques –, le conservateur Friedrich Merz pourra donc mener à bien une politique du quoi qu'il en coûte pour réarmer le pays, ce que la presse a baptisé le «bazooka d'investissements», mais aussi pour moderniser les infrastructures (transport, bâtiments publics, numérique, etc.) grâce à un fonds spécial de 500 milliards d'euros sur douze ans, également voté mardi. Pourtant, il y a quelques semaines encore, Merz assénéait que le pays ne devait pas «dépenser plus que ce qu'il récoltait comme impôts». Son bras droit, Jens Spahn, a justifié ainsi ce revirement dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*: «A quoi nous

serviront la discipline budgétaire lorsque les Russes seront à nos portes? En tant qu'Européens, nous n'avons plus qu'une seule alternative: apprendre à nous défendre ou apprendre le russe.»

Menace. «Le plus grand programme d'armement de l'histoire de la république fédérale a été décidé dans un couloir entre le petit-déjeuner et le rôtis», a déploré pour sa part Christian Görke, porte-parole de la gauche radicale (Die Linke), opposée au réarmement de l'Allemagne. Personne n'imaginait que Berlin allait faire exploser ainsi sa dette. «On savait depuis longtemps qu'il fallait investir dans l'armée. Mais la radicalité du revirement est sans précédent», confirme Ursula Münch, directrice de l'académie de science politique de Tutzing. Merz prend prétexte de la menace russe. «Nous sommes attaqués tous les jours par la guerre hybride [de Poutine]. On assassine au cœur de la capitale, on espionne nos casernes avec des drones, on mène des campagnes de désinformation

relayées par des partis anti-démocratiques en Allemagne», assène-t-il en pointant du doigt les bancs de l'Afd, le parti d'extrême droite, devenu la première force d'opposition lors des législatives anticipées du 23 février.

«Vous vous croyez dans une république bananière, lui a rétorqué Bernd Baumann, le porte-parole du groupe parlementaire de l'Afd. Vous vous payez les voix des sociaux-démocrates et des écologistes pour obtenir des milliards.» Avant de dénoncer la convocation de la Chambre sortante sans attendre l'entrée en fonction de la nouvelle. Car cette majorité des deux tiers n'aurait pas pu être atteinte dans la prochaine Assemblée. Reste que Merz a l'opinion derrière lui. Si plus de la moitié des sondés estiment qu'il a en effet trompé les électeurs sur la discipline budgétaire, les sondages montrent également que plus des deux tiers d'entre eux sont favorables à l'assouplissement de la dette pour les dépenses militaires.

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

Correspondant à Berlin



HANNAH ASSOULINE, OPALÉ

Mort d'Alain Jaubert, père de «Palettes»

Alain Jaubert fut marin à 17 ans, journaliste scientifique, auteur d'essais, producteur de télé ou écrivain auréolé du Goncourt du premier roman en 2005 pour *Val Paradis*. Mais c'est avec la série *Palettes*, 50 épisodes d'une trentaine de minutes diffusés entre 1988 et 2003 sur la Sept puis sur Arte, qu'il marqua vraiment les esprits en ouvrant la voie à une médiatisation de l'histoire de l'art. Alors que ses successeurs feront bientôt le choix du format court, de l'anecdote ou la contextualisation, au risque parfois de dissoudre l'œuvre d'art, Jaubert s'en tient à une facture plus classique, plus patiente aussi qui, par l'intermédiaire de la voix off et l'usage de trucages vidéo, prend le temps d'embrasser entièrement les multiples facettes des œuvres. Chaque épisode est ainsi l'occasion d'une enquête minutieuse au cœur de tout ce qui fait l'épaisseur d'une toile: sa matérialité, son histoire, sa réception. Au fil d'une carrière particulièrement éclectique, Jaubert, qui faisait montre d'une grande modestie, aura également enseigné, à Paris-VIII ou aux Arts Déco, aura écrit de nombreux essais (sur *Foucault*, *Casanova* ou *la Moustache d'Hitler*), avant de publier cinq romans, mais aussi réalisé de nombreux documentaires et entretiens télévisés majeurs. Il fut aussi, jeune journaliste au *Nouvel Observateur*, victime d'une affaire de violences policières, en mai 1971, qui suscita une mobilisation inédite de la presse contre le pouvoir, et qui fut l'une des racines de la création de l'Agence de presse Libération, dont est directement issu *Libération*. Il est mort samedi, à 84 ans.

M.B. et C.Mo.

A lire en intégralité sur [Libération.fr](#)

16,2 milliards

C'est, en dollars, le bénéfice engrangé en trois mois par les fonds d'investissement qui ont parié sur la baisse de l'action de Tesla, l'entreprise d'Elon Musk, selon le *Financial Times*. Les traders positionnés pour profiter de cette baisse ont accumulé ces profits théoriques depuis le plus haut résultat du titre en Bourse, le 17 décembre. La valeur boursière de Tesla a chuté de plus de 700 milliards de dollars depuis cette date, effaçant du même coup plus de 100 milliards de dollars de la fortune de Musk. La banque JPMorgan a précisé dans une note à ses clients la semaine dernière: «Nous avons du mal à trouver un équivalent dans l'histoire de l'industrie automobile où une marque a perdu autant de valeur aussi rapidement.»

L'Insee table sur une croissance plus faible qu'espérée

Après la Banque de France et l'OCDE, l'Insee a revu à la baisse, mardi, ses anticipations sur l'activité économique. L'institut s'attend à une progression du PIB de 0,1% au premier trimestre 2025 puis de 0,2% au deuxième (contre 0,2% pour chacun auparavant). Pour atteindre 0,9% sur l'année, il faudrait que le PIB progresse de 0,6% aux troisième et quatrième trimestres. Mais l'Insee s'attend plutôt à ce que l'économie française «tourne au ralenti». Bonne nouvelle tout de même, l'inflation n'a été que de 0,8% sur un an en février – repassant sous la

barre de 1% pour la première fois depuis quatre ans. «Les salaires réels auraient [ainsi] récupéré entre 2024 et mi-2025 la moitié des pertes accumulées en 2022 et 2023», relève Dorian Roucher, chef du département de la conjoncture à l'institut. La consommation des ménages serait par ailleurs «globalement allante».

Reste une inconnue : à quel point les ménages avec de l'argent de côté sont-ils prêts à le dépenser ? Le taux d'épargne (8,4% fin 2024), «réservoir de croissance», ne baîsserait que de 0,2% au printemps. Pour le reste, le

tableau est sombre. Ce qui a sauvé l'économie l'an passé, c'est l'accélération de la dépense publique (environ un quart du PIB). Mais la loi spéciale, mise en place au 1^{er} janvier en raison du retard dans le vote du budget, y a mis un «coup de frein», constate Dorian Roucher. Et la loi de finances, adoptée mi-février, prévoit de larges économies pour réduire le déficit. Les prévisions n'incluent pas l'effort de défense voulu par l'exécutif.

Les entreprises ne devraient pas prendre le relais par l'investissement, en raison du haut degré d'incertitude de-

puis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et ses menaces de hausse des droits de douane.

Le marché de l'emploi s'est aussi dégradé : 90000 postes ont été détruits au dernier trimestre 2024 et 50000 autres le seraient au premier semestre 2025. Et le chômage des moins de 25 ans a augmenté en fin d'année de 1,4 point par rapport au quatrième trimestre 2023. Pour la population générale, il atteindrait 7,6% mi-2025, contre 7,3% fin 2024.

ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER

A lire en intégralité sur [Libé.fr](#)

annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE DE sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

Avis divers

PREFECTURE DU NORD

AVIS DE PUBLICITÉ

En application de l'article R.2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques, l'Etat procède à une publicité de l'arrêté préfectoral du 14 février 2025 d'autorisation environnementale pour la création et l'exploitation d'un parc éolien en mer au large de Dunkerque.

Cet arrêté approuve la convention de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports conclus, pour une durée de 40 ans, entre l'Etat, représenté par le préfet du Nord, et la société Eoliennes en mer de Dunkerque (EMD), sur une dépendance du domaine public maritime d'une surface de 57 km² située à plus de 10 kilomètres au large de Dunkerque et à plus de 11,4 kilomètres au large des communes de Bray-Dunes, Ghyvelde, Leffrinckoucke et Zuydcoote et ayant pour objet l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un parc éolien en mer de 600 MW maximum constitué de 25 à 46 éoliennes posées sur leurs fondations et d'un réseau de câbles inter-éoliennes. La convention de concession figure en annexe E de l'arrêté préfectoral du 14 février 2025 précité.

Le projet de parc éolien en mer a fait l'objet, préalablement à son autorisation, d'évaluations environnementales. Les coordonnées de la zone de concession, le détail des ouvrages ainsi que les caractéristiques principales du projet sont précisées dans la convention ou dans ses annexes.

L'arrêté susvisé, auquel est annexée la convention, a été publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord du 17 février 2025.

Une copie de l'arrêté est également consultable et un extrait est affiché,

pendant 1 mois, dans les mairies suivantes : Bergues, Bray-Dunes, Craywick, Dunkerque, Fort-Mardyck, Ghyvelde Les Moëres, Grande-Synthe, Grand-Fort-Philippe, Gravelines, Leffrinckoucke, Loon-Plage, Mardyck, Oye-Plage, Saint-Pol-sur-Mer, Uxem, Zuydcoote.

L'arrêté et la convention peuvent être consultés à la préfecture du Nord (12, rue Jean Sans Peur 59800 Lille) et sur le site Internet de la préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr) pendant une durée minimale de 4 mois.

En application de l'article R.311-1-1 du code de justice administrative et dans les conditions prévues aux articles R.181-50 et -51 du code de l'environnement, l'arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Conseil d'Etat par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de 2 mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Nord.

L'auteur d'un recours contentieux est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation. L'auteur d'un recours administratif est également

tenu de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter du dépôt du recours.

93 SEINE-SAINT-DENIS

Constitution de société

Par acte SSP du 05/03/2025, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SCI DU BOIS DE BERNOUILLE
Objet social : L'acquisition par tous moyens, de terrains, la démolition et la rénovation des bâtiments éventuellement existants sur ce terrain, location du bien.

Siège social : 11 Allée Dunand 93390 Clichy-sous-Bois.
Capital : 1000 €
Durée : 99 ans

Gérance : M. CARRERE Patrick, demeurant 11 Allée Dunand 93390 Clichy-sous-Bois

Immatriculation au RCS de Bobigny

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ON DONNE CET
ESPACE
POUR RAPPELER
QUE DONNER DE L'ARGENT
N'EST PAS LA SEULE FORME DE
SOLIDARITÉ



DECOUVREZ
TOUTES
LES FAÇONS
DE DONNER

Libération

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !

Offre intégrale

34,90€ par mois

au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

• Le journal papier livré chez vous
• L'accès à tous les contenus du site et de l'application

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération,
Service abonnement, 45 Avenue du Général Leclerc,
60643 CHANTILLY CEDEX. Offre réservée aux particuliers.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi par portage * + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement * _____

Règlement par carte bancaire 34,90€ par mois (au lieu de 76,70€, prix de vente au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

_____ Expire le _____ mois _____ année

Règlement par prélèvement SEPA.
Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN _____

BIC _____

Signature obligatoire : _____

Règlement par chèque. Je paie en une seule fois par chèque de 384€ pour un an d'abonnement (au lieu de 920,40€, prix au numéro).

(1) La date de début d'abonnement peut varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Nous tâcherons de nous rapprocher le plus possible de la date souhaitée.
Offre pour les particuliers valable jusqu'au 31/12/2025 pour un abonnement en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un mail à donnees-personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <https://www.liberation.fr/cgvu/>

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1
21h10. Grey's Anatomy. Série. De nouveaux rêves. Une équipe qui gagne. **22h50.** Grey's Anatomy : Station 19. Série. 2 épisodes.

FRANCE 2
21h10. Le goût du crime. Téléfilm. Avec Cécile Bois, Charlie Dupont. **22h45.** Infrarouge. Documentaire. Obésité, une vie à reconquérir.

FRANCE 3
21h05. Vendetta. Documentaire. La brise se lève. **22h00.** Vendetta. Documentaire. Rois de la Corse. Une saison de chevrotine.

CANAL+
21h05. Jérémie Ferrari - Anesthésie générale. Spectacle. Avec Jérémie Ferrari. **00h00. Comme une abeille.** Documentaire.

ARTE
20h55. La fille inconnue. Drame. Avec Adèle Haenel, Olivier Bonnau. **22h40.** Adepts, de l'emprise à la déprise. Documentaire.

M6
21h10. Qui veut être mon associé ? Divertissement. Spéciale inventeurs (1 & 2/2). **23h20. Qui veut être mon associé ? - La suite.** Divertissement. Émission 7 (1 & 2/2).

FRANCE 4
21h00. In France with Madonna. Documentaire.
22h40. Mika aux Francofolies de La Rochelle.

FRANCE 5
21h05. Les docs de la grande librairie. Documentaire. Marguerite Yourcenar.
22h40. Ce soir. Magazine.

PARIS PREMIÈRE
21h00. Capitaine Marleau. Téléfilm La reine des glaces. Avec Corinne Masiero, Sylvie Testud. **22h50. Capitaine Marleau.** Téléfilm.

TMC
21h25. Canap 97. Magazine. Présenté par Étienne Carbonnier. **22h00. Canap 97.**

W9
21h10. Enquêtes criminelles. Magazine. Amandine, morte de faim à 13 ans (1 & 2/2). Présenté par Nathalie Renoux. **23h20. Enquêtes criminelles.**

TFX
21h10. Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger. Magazine. Sandra, Illona & Hugo. **22h55. Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger.**

CSTAR
21h10. Terminator 2 : le jugement dernier. Science-fiction. Avec Arnold Schwarzenegger. **22h55. Total Recall.** Film.

TF1 SÉRIES FILMS
21h05. L'arme fatale 2. Policier. Avec Mel Gibson, Danny Glover. **23h10. L'arme fatale.** Film.

6TER
21h10. Rocky II : la revanche. Action. Avec Sylvester Stallone, Talia Shire. **23h20. Rocky.** Film.

CHÉRIE 25
21h05. Castle. Série. Disparition. Conspiration.
22h45. Castle. Série.

L'ÉQUIPE
21h10. Le sang du Cartel. Action. Avec Jean-Claude Van Damme, Nicholas Sean Johnny. **23h00. L'Équipe du Soir.** Magazine.

RMC DÉCOUVERTE
21h10. Flic Story. Documentaire. Gendarmerie de Normandie - Episode 1. **22h30. Flic Story.**

RMC STORY
21h10. Mariage chez les Bodin's. Comédie. Avec Vincent Dubois, Jean-Christian Fraisinet. **22h45. Parc Astérix : la techno des attractions.** Documentaire.

LCP
20h30. Débatdoc. Documentaire. L'affaire Caravage. **21h30. Débatdoc - Le débat.** **22h00. Sens Public.**



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@libération.fr

SUDOKU 5503 MOYEN

7	5				8
4		9		2	3
2	6		5	1	7
5	9		1	4	2
			3		4
8	4	2	6	3	7
9	3		8	4	1
2		6	9	1	5
	7			9	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

2	9	3	5	8	4	1	7	6
7	4	8	1	6	3	2	9	5
1	6	5	2	7	9	4	3	8
3	5	9	8	1	6	7	2	4
8	1	6	4	2	7	9	5	3
4	7	2	3	9	5	6	8	1
5	8	7	6	4	2	3	1	9
9	3	4	7	5	1	8	6	2
6	2	1	9	3	8	5	4	7

SUDOKU 5503 DIFFICILE

9	7		6	3	8	5
6		4	5			9
4				1		6
6	9				5	
7					2	
8				3		4
7		3				2
8	3		7	2		1
9	2	1		6	7	

5	8	4	9	1	2	6	3	7
2	3	9	5	6	7	4	8	1
1	6	7	3	4	8	9	2	5
9	1	5	2	8	3	7	4	6
3	4	2	6	7	5	1	9	8
6	7	8	4	9	1	2	5	3
7	9	6	8	5	4	3	1	2
4	5	3	1	2	6	8	7	9
8	2	1	7	3	9	5	6	4

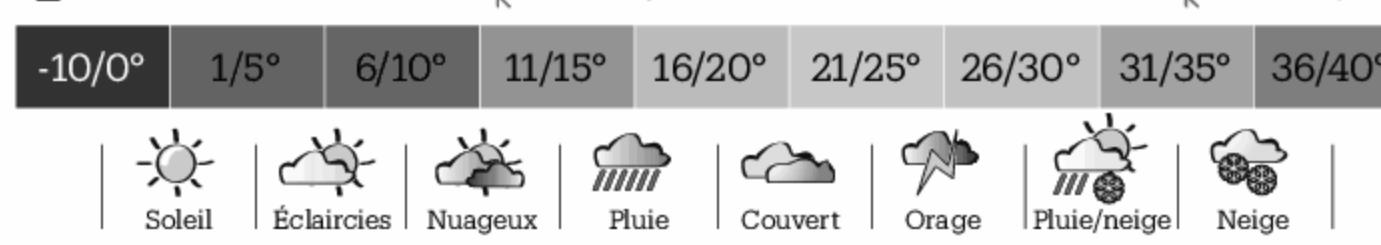
DIFFICILE

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers numéros de « Libération » et nos collectors sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	2	15	Lyon	4	14	Alger	11	20
Caen	6	16	Bordeaux	10	18	Berlin	-2	10
Brest	10	16	Toulouse	11	15	Bruxelles	2	16
Nantes	9	17	Montpellier	9	12	Jérusalem	11	17
Paris	6	16	Marseille	9				



Un écran géant à la gloire de l'armée russe, à Moscou en février. PHOTO YULIA MOROZOVA. REUTERS

La guerre, dernier refuge du patriarcat

Le retour de la guerre réactive un vieux réflexe «viril» et redonne du pouvoir aux hommes. Pourquoi est-elle encore pensée, racontée, légitimée par une seule moitié de l'humanité ? Il faut que les hommes cessent de la confisquer aux femmes.

Dépuis que la guerre est de retour sur le terrain et dans nos esprits, les hommes reprennent toute la place. Chefs d'Etat au regard dur, stratèges au verbe sec, experts en géopolitique dessinant des flèches sur des cartes, dès que le monde se crispe, ce sont les visages masculins qui s'imposent. La dramaturgie guerrière remet en scène des figures viriles, des récits de conquête, de défense. La guerre revient. Et avec elle, l'idée que les hommes sont faits pour la mener. La posture, le menton ferme, le verbe grave, la menace en étendard, la guerre redevient le théâtre où la masculinité se sent chez elle. La guerre réactive un vieux

réflexe «viril» et encourage une moitié de l'humanité à reprendre ce qu'elle imagine être son rôle historique: protéger, décider, frapper, tuer si nécessaire. Elle redonne du pouvoir aux hommes, ou plutôt elle permet de restaurer les codes du patriarcat, qui, sous couvert d'urgence sécuritaire, trouve un nouveau souffle. La guerre semble lui offrir un terrain familier, elle remet en selle les anciennes figures du pouvoir, redonne un rôle à ceux qui, dans les sociétés pacifiées, peinent parfois à en trouver un. La guerre restaure une verticalité, une hiérarchie, une autorité, ravive les codes du commandement: elle fabrique de la gravité. Comme si la paix avait désorienté un certain ordre – et que le chaos lui offrait une revanche. Comme si la guerre était un horizon permettant de retrouver un pouvoir qui se pense muselé par le féminisme.

INTERROGER LE CULTE DU HÉROS

Quand les hommes puissants disent de la guerre, les hommes pauvres la font, et les femmes restent aux marges du récit. On les cite comme victimes, souvent comme mères, sœurs, rarement comme penseuses du conflit. On l'a encore vu cette semaine à la té-

lévision et à la radio publique, jeudi dernier et sur France 2 et France Inter, des femmes ont posé les questions, et des hommes y ont répondu doctement. Sans parler des chaînes d'information continue, ou ce genre de questions ne paraît même pas effleurer l'esprit des décideurs. Pourtant, depuis longtemps, des voix féminines, féministes déconstruisent les logiques guerrières. Elles dénoncent les récits d'honneur et de sacrifice, analysent les dynamiques de domination, interrogent le culte du héros et la rhétorique virile qui l'accompagne. Elles proposent d'autres manières de nommer, de comprendre, d'agir.

Ces voix-là restent rarement invitées dans les cénacles stratégiques, les colloques militaires, les cabinets ministériels. On les

dit, on les imagine, trop douces, trop fragiles, trop peu opérationnelles. En réalité: trop subversives. Il est démontré que les femmes sont les premières victimes des guerres. Ce sont souvent elles qui comprennent le mieux ce que la guerre fait aux corps, aux liens, aux structures invisibles qui tiennent les sociétés. Ce sont elles qui, dans l'ombre, reconstruisent, pansent, soutiennent, réparent. Ce savoir-là, discret, concret, humain est écarté des doctrines de défense comme s'il appartenait à un autre registre.

SORTIE DE SECOURS

Il ne s'agit pas de dire que les femmes feraient mieux. Ni de prétendre qu'un monde féminin serait nécessairement pacifique. Il s'agit de poser une question simple: pourquoi la guerre est-elle encore pensée, racontée, légitimée par une seule moitié de l'humanité ? Pourquoi l'imaginaire militaire reste-t-il à ce point genré ? Pourquoi tant de débats sur les conflits excluent-ils ceux et celles qui pourraient justement les penser autrement ? Il est urgent, impératif de briser cette uniformité. D'ouvrir l'espace stratégique à d'autres voix. De féminiser les récits, non pour les adoucir, mais pour les enri-

Par **MAHIR GUVEN**



DR

Ecrivain

chir. Complexifier au lieu de durcir. Ecouter au lieu de s'aligner. Imaginer une diplomatie moins verticale, une doctrine de sécurité moins virile, une pensée du monde moins saturée de domination.

Cela ne signifie pas seulement proposer des alternatives. Cela implique aussi que les femmes puissent, si elles le souhaitent, prendre toute leur place dans les sphères guerrières. Participer aux décisions. Porter l'uniforme. Le fusil. Commander. Combattre. Accéder aux espaces dont elles ont été historiquement exclues, y compris ceux qu'il faut profondément réformer. L'égalité, c'est aussi pouvoir entrer dans les bastions masculins, même ceux qu'on rêve de transformer. S'approprier les codes, même ceux qu'on critique, fait partie du combat féministe. Les femmes kurdes, yézidiennes, assyriennes, arabes ont prouvé au Moyen-Orient qu'on peut combattre le patriarcat kalachnikov en main. Elles ont annihilé Daech. Cette maîtrise des armes, de la guerre est aussi un vecteur d'émancipation, une manière de s'approprier une partie du monopole de la violence. Et d'imposer plus que du respect, mais un *statu quo* aux hommes.

Les exemples historiques ne manquent pas, bataillons de femmes en Union soviétique, résistantes françaises, partisanes pendant la guerre d'Espagne, sans parler d'Athéna dans la mythologie grecque... il me semble qu'à chaque fois, la participation des femmes à la guerre a dessiné de nouvelles frontières aux relations entre les hommes et femmes.

Ce n'est pas aux femmes de rattraper la guerre et l'histoire, c'est aux hommes de cesser de la leur confisquer. Car si la guerre revient, et qu'elle est pensée par les mêmes, elle ressemblera toujours à ce qu'elle a été: un terrain d'affirmation pour les puissants, un champ de ruines pour les autres. Il ne suffit pas de désarmer les arsenaux. Il faut désarmer les récits, revendiquer le droit d'en écrire d'autres, de l'intérieur, s'il le faut. Et surtout redonner à la pensée féministe la place qu'elle mérite dans les lieux où l'on dessine l'avenir. La pensée féministe n'est pas une option morale: c'est une issue stratégique, une chance, une sortie de secours pour les hommes. La guerre est trop grave pour être laissée aux seuls guerriers. Aux prétextes guerriers. ➜

Mahir Guven est l'auteur de *Rien de personnel*, JC Lattès, 2024.

IDÉES /

Les historiennes Michèle Riot-Sarcey et Natacha Coquerry attaquées en justice

Des auteurs d'un ouvrage qui revisite l'histoire de l'Occupation portent plainte en diffamation contre les deux professeures, membres du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, qui les accusent de révisionnisme.

Par
CLÉMENCE MARY

Pour la première fois depuis sa création en 2005, le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire fait l'objet d'une poursuite judiciaire. Les historiennes Michèle Riot-Sarcey, professeure émérite à l'université Paris-8 et cofondatrice du comité avec Gérard Noiriel et Nicolas Offenstadt, ainsi que Natacha Coquerry, professeure à l'université Lyon-2 et actuelle présidente de l'association, font l'objet d'une plainte en diffamation et sont citées à comparaître le 20 mars prochain devant la 14^e chambre du tribunal de Bobigny. A l'origine de la procédure se trouvent un proche de l'extrême droite, Jean-Marc Berlière, spécialiste de l'histoire des polices, professeur émérite à l'université de Bourgogne et connu pour ses analyses régulièrement taxées de révisionnistes, ainsi que René Fiévet, ex-ingénieur et historien amateur. Tous deux sont coauteurs avec Emmanuel de Chambost, autre cadre supérieur retraité, d'un pamphlet, *Histoire d'une falsification. Vichy et la Shoah dans l'histoire officielle et le discours commémoratif*, paru en 2023 aux éditions de l'Artilleur, connues pour ses ouvrages au ton climatosceptique, réactionnaire ou complotiste.

L'antisémitisme de Vichy

Le motif de la plainte tient en une phrase, écrite par Riot-Sarcey dans un article paru sur le site de l'association fin 2024 et visant les trois auteurs, par ailleurs membres d'une obscure association, «Pour une histoire scientifique et critique de l'Occupation» : «Du point de vue de ces historiens révisionnistes, l'autre est l'ennemi, notamment le Juif, étranger par définition selon le point de vue des véritables falsificateurs.» «Ces auteurs, explique à *Libération* Riot-Sarcey, qui tombe des nues et se dit choquée, justifient dans leur ouvrage le bien-fondé de la rumeur zemmourienne, selon laquelle le gouvernement de Vichy a protégé les Juifs français.» Pétain sauveur des Juifs, la thèse consistant à minorer l'antisémitisme de la politique de Vichy et son rôle dans la déportation des Juifs de France, existe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. «La France était vaincue, sous le joug allemand qui a imposé ses conditions», affirme Berlière joint par *Libération*. Battue en brèche par un consensus historique

établi de longue date, cette théorie a été revivifiée par l'ex-candidat à la présidentielle et auteur du *Suicide français* (2014), via des propos tenus à l'écrit et dans diverses interventions médiatiques, qui lui valent d'être encore poursuivi aujourd'hui pour «contestation de crime contre l'humanité». Après deux relaxes et la saisie de la Cour de cassation par le parquet général, la décision de justice finale est attendue au printemps. Un contexte flottant qui a pu encourager les trois auteurs à attaquer aujourd'hui Michèle Riot-Sarcey et Natacha Coquerry. L'idée selon laquelle la protection des Juifs français aurait été au cœur des négociations entre René Bousquet et le chef de la police SS en juillet 1942, lesquelles auraient permis un compromis, est réfutée de-

puis des décennies par l'ensemble des historiens spécialistes, comme Robert Paxton, Serge Bernstein, Jacques Semelin ou d'autres comme Denis Peschanski. Sans compter Laurent Joly, dont Michèle Riot-Sarcey cite et remercie le travail critique sur le pamphlet en question, effectué dans un article scientifique de la *Revue d'histoire contemporaine et sociale*.

Cagnotte de soutien

L'auteur de *la Falsification de l'histoire* (Grasset, 2022) continue de décrypter dans son dernier livre, *le Savoir des victimes* (Grasset, février), les rouages de la mécanique de «falsification» de l'histoire de Vichy, qui prétend notamment s'appuyer sur un doute quant à la nationalité française des enfants juifs

déportés nés en France. Doute qui s'écroule devant l'analyse des faits historiques, démontre Joly. L'historien, habitué des menaces de procès sur ses propres recherches, dénonce auprès de *Libé* «une inversion du réel» et regrette la publicité faite au courant révisionniste à travers cette nouvelle affaire. «Nous sommes en contradiction avec un courant de l'opinion actuel qui consiste à faire porter la responsabilité des nazis sur Vichy», veut croire de son côté Berlière.

Dans un communiqué, les historiennes attaquées annoncent lancer une cagnotte de soutien au Comité qui, rappellent-elles, «ne dispose d'aucune ressource propre et n'est pas en mesure, tant s'en faut, de payer les frais de justice évalués à 7500 euros par notre avocat». ▶

SIGNÉ COCO



«Baby», gigolo les coeurs

Avec intelligence et sensualité, le cinéaste brésilien Marcelo Caetano met en scène la relation douce et intense entre un jeune homme paumé à São Paulo et un autre plus âgé et charismatique, qui l'initie à une vie risquée.

Par
LAURA TUILLIER

tout au long d'un récit d'apprentissage à la fois tordu et innocent.

Baby», Ronaldo a eu du flair lorsqu'il a baptisé ainsi sa trouvaille de la nuit interlope de São Paulo : que fait ce très jeune homme (mineur ? tout juste majeur ?) dans un cinéma porno, à se frotter à des corps de pénombre, désirants autant d'étreintes que d'argent ? Il semblerait qu'il ne cherche pas tant le sexe ou un métier qu'une famille. Le baby, mais de qui ? Tout juste sorti d'une prison pour jeunes délinquants, Wellington (son prénom de naissance) se trouve lâché dans la grande ville, ses parents volatilisés qu'il se met en tête de retrouver en prenant pour ça deux ou trois chemins de traverse. Ce surnom provocateur, le film – deuxième long métrage de Marcelo Caetano, proche collaborateur de l'incontournable Brésilien Kleber Mendonça Filho – en creuse le paradoxe avec intelligence et sensualité, nouant et dénouant des alliances de cœur, de corps ou d'intérêt

ERRANCE NONCHALANTE

Pour cela, il fallait une gueule d'ange et Baby a la sienne, qu'il porte en étendard : un sourire ravageur lorsqu'il danse sur Dalida, un corps fin et musclé qu'il sait faire bouger en rythme, mais aussi une sorte de timidité, presque une détresse qui laisse deviner l'enfant abandonné sous l'escort doué qu'il devient bientôt. Car sa rencontre avec Ronaldo, physique de dieu grec, à la fois sévère et débonnaire, dure davantage qu'une nuit, et le trentenaire décide de le prendre sous son aile pour l'initier au sexe tarifé et au deal. On trouverait mieux comme tuteur mais c'est pourtant de la douceur qui est filmée tout au long de cette relation qui va être menacée sur les bords par les différents genres auxquels se frotte Baby : un film de gangsters, une satire sociale, un mélodramatique.

Prenant son temps mais voulant en découdre avec tous les aspects de la



João Pedro Mariano (Wellington, surnommé «Baby») et Ricardo Teodoro (Ronaldo) dans le dernier film de Marcelo Caetano.
PHOTO EPICENTRE FILMS

question, le film réussit à être ambitieux sans en avoir l'air, semblant suivre l'errance nonchalante de Wellington sans autre but que de le regarder vivre et grandir, mais tissant pourtant habilement les nerfs de la guerre entre eux. Ainsi, dès la scène du cinéma porno, ballet de gestes clandestins merveilleusement filmé, on voit comment feindre une étreinte pour voler un portable est à la fois un jeu, une duperie, un moment d'intimité partagé. La question des dynamiques de pouvoir est constamment remise sur la table, et jamais résolue de façon simpliste ou bien-pensante. Le désir, comme le vent, souffle où il veut, même lorsque Baby choisit pour un temps de devenir un vrai gigolo, gâté par un quinquagénaire friqué qui le traîne faire du shopping façon «Pretty Woman do Brasil». A ce segment du récit, le réalisateur accorde une place qui l'éloigne des clichés et permet de saisir les mécaniques complexes qui se déploient dans l'intimité de nos pactes amoureux – qui sont toujours aussi sociaux, politiques, économiques.

ZOOMS ET DÉZOOMS

La question de la différence d'âge est elle aussi traitée comme une question collective et esthétique. Ainsi, tandis que São Paulo frémît sous les vibes du voguing qui se déploie aux coins de ses rues, dans ses autobus, les vieux de la vieille dansent encore sur du disco et pratiquent une drague écoulée soumise aux clichés du genre. Les jeunes danseurs font alors figure de relève générationnelle, avec leur flamboyance, leur queerness, et attirent Wellington vers des jeux de son âge. Cette reconfiguration des alliances et des générations joue également à plein lorsqu'il est saisi dans un plan absorbé par une partie de jeu vidéo avec le fils adolescent de Ronaldo. Il est alors un enfant comme un autre, aspirant à une vie de famille «normale». Mais l'instant d'avant, il virevoltait dans les rues de la grande ville, et celui encore d'avant il se faisait prendre au piège d'une famille mafieuse qui n'hésitait pas à le sacrifier comme un parmi d'autres. Plus grande que lui est la ville, prise dans les zooms et les dézooms qui en font un héros presque par hasard, au milieu de tant d'autres, aspirés et recrachés par elle, comme autant de rejetons toujours illégitimes, toujours transis, et en éternel besoin d'amour. ➤

BABY de MARCELO CAETANO, avec João Pedro Mariano, Ricardo Teodoro, Bruna Linzmeyer, 1h47.

«Je voulais montrer une relation difficile à cadrer, passionnelle plus qu'amoureuse»

Marcelo Caetano raconte comment il a mêlé histoire personnelle et enquêtes pour dépeindre l'idylle complexe au cœur de son second long métrage, filmé dans les rues tumultueuses de São Paulo.

Le réalisateur brésilien Marcelo Caetano, 43 ans, est de passage à Paris pour la sortie de son deuxième long métrage, *Baby*, où un très jeune homme sortant de taule rencontre, dans un cinéma porno, un travailleur du sexe plus âgé et très hot qui le prend sous son aile, le met au travail, l'entraîne dans des embrouilles et, peut-être, l'aime... Sexuel, social, sentimental, refusant de séparer les trois, les emportant dans le mouvement de son réalisme stylisé, le film est une étude de caractères sur le grand fond désirant d'un São Paulo impitoyable et bourdonnant.

Baby explore des figures identifiées de l'imaginaire gay, le «daddy» et son «baby», pour leur donner de l'épaisseur et de la profondeur, c'est quelque chose qui vous intéressait ?

Au départ, le scénario avait un aspect personnel. Comme beaucoup de jeunes garçons queers, mes premières relations, mon apprentissage s'est fait avec des mecs plus âgés. J'ai grandi avant Internet, ce genre d'initiation était plus courant. Je sais qu'aujourd'hui, la jeune génération, celle de mon personnage de Baby, est plus critique envers ces rapports asymétriques et leurs enjeux de pouvoir. Dans le film, j'ai voulu que les échanges entre les deux personnages soient justes. Ronaldo, le plus âgé, en apprend autant de Baby au long du film que l'inverse. Ce qui m'intéressait, c'était de montrer une relation difficile à cadrer, passionnelle plus qu'amoureuse, où les différences entre eux deux soient très marquées, visibles. Je voulais mettre côte à côte des différences, filmer des contrastes. Même s'ils partagent une même marginalité sociale, ils sont très différents, dans leurs rapports respectifs à la masculinité et la féminité par exemple.

Vous filmez surtout des tensions, des ambiguïtés. On se demande pendant tout le film s'il s'agit d'une histoire d'amour ou d'autre chose

de plus dur, même si la tendresse l'emporte.

Oui, ces deux personnages passent tout le film à ne pas arriver à se dire «je t'aime». C'est un problème de langage. Toute la vie de Baby est marquée par le rejet : il est rejeté par sa famille, par la société, même par ses amis. Face à lui, toute la construction virile de Ronaldo lui interdit de montrer ses sentiments.

Le film est le face-à-face de ces deux impossibilités. Celui de notre difficulté, masculine, y compris chez les hommes gays, à parler de nos émotions. Alors le film essaie de s'approcher d'eux, avec tous ces mouvements de zoom : on ouvre et on ferme l'objectif de la caméra dans leur direction, pour tenter de les comprendre.

De quoi partez-vous pour écrire, d'histoires proches de vous, ou plus lointaines, ou de votre imagination ?

D'abord de choses proches de moi, de gens que je connais, avec qui j'ai vécu, que j'ai aimés. Puis je fais des enquêtes, des entretiens avec d'autres personnes. Ma formation de départ, c'était l'anthropologie, un domaine où on passe du temps sur le terrain. Ça éloigne le film de ma personne, ce qui rend ça plus confortable, tout en partant de choses les plus réelles et tangibles possibles. Le travail d'imagination,

c'est plutôt à la mise en scène, c'est-à-dire au moment de décider comment circule le désir dans le film. Comment travailler toute cette matière, les espaces, les corps des acteurs, dans la perspective du désir. C'est ce qui m'a poussé à styliser les couleurs, les mouvements de caméra. J'aime Douglas Sirk, Jacques Demy, Rainer Werner Fassbinder, Pedro Almodóvar, je trouve que le mélodrame est un bon terrain pour pratiquer l'imagination.

La ville de São Paulo est très présente dans le film, comment avez-vous pensé ces espaces urbains ?

J'habite sur l'avenida São João où se passe le film, l'avenue principale du cœur de São Paulo, que je trouve très belle avec ses bâtiments des années 1930, 1940, 1950 qui tombent en décadence. De mes fenêtres, je regarde les gens dans la rue et je me demande ce qu'ils font, j'invente des histoires. C'est une ville de coins, il y a un bar à chaque coin de rue avec ses habitués de tous les jours. L'usage de l'espace public est très vivant. Mais il y a 25 millions d'habitants à São Paulo, c'est aussi un niveau

d'anonymat et de solitude énorme, une ville de migrants où les gens viennent de partout au Brésil et dans le monde. Dans cette masse, ça me semble important de chercher les individus, de raconter leurs vies, d'élaborer leurs récits. On a beaucoup tourné dans la rue – à peu près un tiers du film a lieu dans l'espace public, qui est très agité et chaotique –, il fallait accueillir tout ce qui passait. Il fallait danser avec la ville, sinon elle nous avalait.

Le son de circulation, des klaxons incessants, entre en permanence dans le film, en contrepoint à la stylisation de l'image.

Quand l'ingénierie du son française, Graciela Barrault, est arrivée de Paris à São Paulo, elle m'a dit que ce serait impossible de faire ce film ! Alors on a beaucoup discuté de comment enregistrer avec les bruits de la ville, les intégrer dans les dialogues, les inviter le plus possible dans le film. Je trouve ça sexy, ces sons, c'est la ville qui ne s'arrête jamais de vivre, à son rythme, avec des milliers d'enceintes qui jouent des musiques différentes à toute heure du jour et de la nuit.

Vous avez travaillé comme directeur de casting, comment concevez-vous cette étape dans votre propre travail ?

Dans le cinéma brésilien, ce sont toujours les mêmes acteurs qui jouent tous les rôles. C'était important pour moi de chercher des inconnus, plus proches des personnages. Après un appel public pour trouver Baby, on a reçu 2000 inscriptions de jeunes de 18, 19 ans. Mais à la fin, c'est la connexion entre João Pedro Mariano et Ricardo Teodoro, qui joue Ronaldo, qui a décidé. C'était une vraie rencontre. Nous venons tous les trois du Minas Gerais, un Etat du Brésil très catholique, de familles conservatrices pas très ouvertes aux pratiques artistiques, et nous avons tous les trois déménagé à São Paulo. Ensuite, les deux acteurs ont beaucoup enquêté et travaillé sur leurs personnages, en prison, dans les cinémas pornos, les lieux du film. J'avais fait le casting de *Bacurau* de Kleber Mendonça Filho, où il fallait recomposer tout un village qui serait la synthèse du Brésil, où tout le pays serait représenté, c'était passionnant. Chercher des acteurs et des figurants, c'est faire cet enregistrement historique : qui habite là à ce moment de l'histoire, quels sont les visages, les vêtements, les idées, le langage des personnes de l'endroit ? Faire un film, c'est construire le paysage humain.

Recueilli par LUC CHESSEL

CINÉMA



INTERVIEW

EPICENTRE FILMS

CINÉMA //



L'actrice Maribel Felpeto dans *Quelque chose de vieux...* PHOTO LES ALCHIMISTES DISTRIBUTION

«Quelque chose de vieux...» bookmakers à l'ouvrage

Mêlant documentaire et fiction, Hernán Rosselli dresse un portrait prodigieux et plein de malice d'une famille subsistant grâce aux paris illégaux.

Il faut savoir être argentin. «Il est indifférent d'affirmer ou de nier la réalité de l'obscur corporation, puisque Babylone n'est rien sinon un infini jeu de hasard.» Il faut lire *la Loterie à Babylone*, nouvelle de Borges, dont c'est la dernière phrase. Il faut l'art du conte et le sens du passé, le passage en douce de la fausse monnaie et des histoires vraies. Il faut voir ce film incroyable qui s'intitule *Quelque chose de vieux, quelque chose de neuf, quelque chose d'emprunté*, aussi perché que son titre et aussi métá, sur la vie d'une famille de bookmakers à Buenos Aires organisant les paris d'une loterie clandestine. Petite entreprise mafieuse façon *les Sopranos* après la mort du *capo*, où les femmes, la fille Maribel, l'épouse Alejandra, bien obligées de subsister, font tourner l'activité illégale.

Masques. Il faut entendre les chantes de Bach amplifiées en fichiers Midi accompagner les images sur l'orgue au vibrato rappelant les ondes Martenot. La réalité recèle des chausse-trapes, des doubles-fonds, des vérités enchâssées à des mensonges. Il faut être de la

trempe de révéler la vérité en la maquillant en fiction – fiction de l'Argentine, de la dictature militaire, de la clandestinité, des milliers de disparus, et fiction biographique. Ce que l'on voit, du «faux réaliste». Les acteurs ont bien les noms de leurs personnages, les Felpeto, comme un documentaire. Les archives, les films Super 8, prouvent que cette famille existe dans le temps long, on voit la mère des années 70, cette Alejandra magnifique et sa fille Maribel qui grandit devant la petite caméra du père. La voix off de la gamine devenue adulte plaquée sur les images parle à la place de sa mère, qui est à côté d'elle, méconnaissable et puis reconnue. Toutes deux font tourner la baraque et les paris, histoire de hasards, donc, et histoire de la fille qui enquête sur la disparition de son père entre les images. Les caméras de surveillance de la résidence, «planque» des machines à billets, en ont enregistré les derniers instants et Hernán Rosselli parle par ricochets du suicide de ses proches et de l'Argentine.

Le pacte de *Quelque chose de vieux...* tient à la transaction magique passée entre le spectateur et le film, comme entre le réalisateur-monteur et ce qu'il confie de lui à la fiction, par un brillant jeu de masques. *Eyes Without a Face*, la chanson de Billy Idol, résonne à deux reprises. Rosselli dévore des yeux cette histoire de famille et de gangsters dans un faux documentaire conçu à partir de vraies archives. Images confiées par son amie plasticienne, Maribel Felpeto, qui joue le personnage

hors-la-loi homonyme. Rosselli livre ainsi «sa» fiction, son autobiographie branchée à son imaginaire cinéphile: «Mes parents se sont séparés quand j'étais petit. La pension alimentaire ne suffisait pas pour moi et ma sœur, alors ma mère a travaillé deux ans dans un bureau de loterie clandestin», confiait-il à *Libé* à Cannes.

Traquenard. Grand monteur, il avance masqué, planqué dans les images des autres, avec leur concours. Les films de famille qui lui ont été confiés servent d'empreinte réelle à son traquenard concerté. Grand cinéma de contrebande donc, décidant de procéder en clandestin chez lui, en Argentine. Rosselli sait ce qu'il fait et que le monteur est un menteur: dans *Casa del Teatro*, un faux détective enquête sur la disparition du fils d'un vieux comédien réel; dans *Mauro*, un acteur joue un faussaire qui écoute de faux billets sur de vrais marchés, tombe amoureux d'une femme qui lui ment, faussaire de l'amour. Magnifique œuvre «empruntée» à ses modèles, on voit dans *Quelque chose...* des acteurs improvisés jouer aux gangsters, comme tous les artistes, mêlés à de vrais gangsters qui jouent la comédie, comme tous les bandits.

CAMILLE NEVERS

**QUELQUE CHOSE DE VIEUX,
QUELQUE CHOSE DE NEUF,
QUELQUE CHOSE D'EMPRUNTÉ**
de HERNÁN ROSSELLI avec Maribel Felpeto, Alejandra Cánepa... 1h40.

«L'Echappée belle», songe d'une vie d'été

Pamela Varela filme avec volupté le temps suspendu d'artistes s'adonnant, bloqués en pleine campagne, à la divagation et la paresse estivales.

Nous faire le coup de la panne est la condition paradoxale pour que *l'Echappée belle* se réalise. Le séjour est terminé, il faut quitter la résidence d'été, les répétitions oisives des *Trois Sœurs* de Tchekhov et les siestes crapuleuses de son actrice principale (Astrid Adverbe) et du metteur en scène (Miquel Escudero). Le temps est venu à la petite troupe de partir en tournée et de gagner sa croûte. Mais le van est vanné, le moteur a pété une durite. Rien à faire en attendant la dépanne. La troupe paye sa tournée et se paie de mots élégiaques, sur l'amour, le travail, la vie et les hameçons. On chante, bâille à l'été. On vit par intermittence, on en a fait son métier. *L'Echappée belle*, film miniature, tentant une jolie greffe rohméro-miévillienne (ces décadrages de profil, regards hors-champ, caractéristiques de Miéville), à la qualité exceptionnelle de ne demander rien à personne. Pamela Varela travaille au désœuvrement, à un éloge de la paresse, s'attarde et filme l'effort que c'est de vivre au temps désaccordé, gauche et insouciant, des poétesses et musiciens unis en divertimento. Elle recueille l'écho que laisse la chanson, la récitation, la fête, la pluie et les baisers. La vibration dans l'espace de la campagne, du village, sous une voûte, dans le lit. Film ne voulant aucun mal sans être inoffensif, il vous met au défi de chômer, poireauter avec lui. De prélever des choses au monde sans y toucher, avec volupté. La cinéaste retrouve Astrid Adverbe, quatre ans après la dérive magique du *Voyage d'Ana*. Adverbe ou le plaisir sans partage de se prêter entièrement au jeu, afin que sa lumière rousse et ses inflexions graves imprègnent chaque plan. L'art de devenir indélébile. Anna déraillait dans l'exil, Lara en panne sèche se languit, accueille l'orage d'été comme suprême grâce, impromptue. Il y a une ambiance de fin du monde, cette attente sans objet et le plaisir inavoué de contemplation qu'elle permet, à quoi chaque personnage s'abandonne, car il faut vivre, conclut l'aînée des trois sœurs... «Si l'on savait!»

C.N.

L'ECHAPPÉE BELLE de PAMELA VARELA, avec Astrid Adverbe, Miquel Escudero... 1h28.



Varela cueille une attente sans objet. PHOTO THE DARK

Couvert de latex, l'acteur incarne à la fois Frank Costello et Vito Genovese dans un affligeant pastiche de film mafieux qui semble généré par intelligence artificielle.

Tn homme erre dans Kenmare Street, dans Little Italy, à New York. Le ciel est bas, la lumière morne donne l'impression que les couleurs de tout, la foule qui s'affaire y compris, s'estompent dans un sépia hivernal. Au loin se fait entendre une musique sentimentale, gorgée de souvenirs de l'Italie natale, enluminée de cordes luxuriantes, comme dans un film des années 40. D'où la mélodie s'échappe-t-elle? L'homme s'interroge, puis s'inquiète. Les *brownstones* ont l'air bâties en carton-pâte. Les passants se meuvent si mécaniquement qu'on les dirait animés par un algorithme. L'air nostalgique qui résonne évoque un décalque du thème du *Parrain* de Nino Rota, ourdi par une IA. L'homme s'arrête devant la vitrine d'un café à l'angle de Kenmare et Mulberry, s'observe dans le reflet. Son nez, surmonté de latex, n'est pas tout à fait le sien. Il se reconnaît pourtant. Il est Robert De Niro. Que fait-il là?



Robert De Niro
se singe lui-même,
fois deux. PHOTO
WARNER BROS. PICTURES

«The Alto Knights», deux Niro et un zéro

Nous sommes en 2078. Le vrai Bob De Niro, qui faisait vibrer le celluloïd de *Mean Streets*, portait sur ses épaules le traumatisme de la guerre du Vietnam dans *Voyage au bout de l'enfer*, menaçait Jerry Lewis en grimaçant désespérément dans *la Valse des pantins*, est mort depuis des lustres. Mais son clone virtuel, employé par le conglomérat Warner-Grok-Microsoft, n'en finit plus de tourner. Dans des bons vieux films de mafia réalisés par OpenScorsese et OpenLevinson, deux

des OpenDirectors les plus doués du marché.

Remake. Il faut dire que tout au long de sa vie, le vrai Bob avait tourné tout ce qu'il faut pour entraîner leurs réseaux de neurones artificiels, à tous les âges, du *Parrain 2* jusqu'à *Casino*, sans parler d'*Il était une fois en Amérique* ou *The Irishman*, dans lesquels il jouait des gangsters à plusieurs périodes de leur vie. Le brave OpenDeNiro, qui a retrouvé ses esprits algorithmi-

ques, se souvient aussi de *The Alto Knights*, sorti en 2025. Un film dans lequel son ancêtre de chair interprétait deux rôles sous maquillage, Frank Costello, parrain de la famille mafieuse fondée par Lucky Luciano, qui inspira directement le Don Corleone du *Parrain*, et son rival Vito Genovese, ami d'enfance qui tenta de le faire assassiner. C'était quelques années avant que De Niro, en 2031, ait l'idée sordide de tirer sa révérence avec un remake du *Parrain* réalisé par les frè-

res Russo, où il jouait tous les rôles sauf celui de Michael, confié à un clone de James Gandolfini.

Diapos. Mais déjà *The Alto Knights*, écrit par le vétéran Nicholas Pileggi (*les Affranchis*, *Casino*) et réalisé par le briscard en mal de respectabilité Barry Levinson, semblait avoir été réalisé à l'intérieur d'un ordinateur. Un terrible pastiche des *Affranchis*, voix off et montage coûteux compris, pourtant photographié par Dante Spinotti, qui achevait de dissoudre le film de mafia dans la formule algorithmique, et dans lequel De Niro se singeait lui-même en même temps qu'il singeait le grand absent Joe Pesci, trop occupé à enregistrer des standards de jazz. OpenDeNiro se souvient qu'à la fin du film, Costello faisait défiler ses souvenirs en même temps que les diapositives, et que *The Alto Knights* ressemblait plus à ça, une soirée diapos, qu'à un film de mafia. De Niro et Levinson en étaient-ils conscients? Quelle étrange époque ça devait être, les années 2020, les tout derniers jours du Hollywood d'autrefois, quand il y avait encore des idées neuves et des caméras!

OLIVIER LAMM

THE ALTO KNIGHTS
de BARRY LEVINSON avec Robert De Niro, Robert De Niro... 2 heures.

Avec Michel Blanc, «la Cache» évite le crash

Plus que pour l'immersion dans une famille bourgeoise pendant Mai 68, le film de Lionel Baier vaut pour l'émouvante interprétation de l'acteur mort en octobre.

Avant d'être l'ultime film tourné par le regretté Michel Blanc, *la Cache* est une adaptation du roman éponyme de Christophe Boltanski, autofiction (saluée en 2015 par un prix Femina) relatant sa jeunesse dans une famille bourgeoise d'origine juive, alors que tempêtent à l'extérieur de leur grand

appartement les cortèges de Mai 68. Si l'œuvre d'origine articulait le portrait de ce groupe dysfonctionnel – oncles, grands-parents et arrière-grand-mère habitent tous ensemble rue de Grenelle – à une exploration pièce par pièce de leur lieu de vie, exit ici cette construction audacieuse au profit d'une comédie dramatique plus conventionnelle, rythmée par quelques infographies ou transitions essayant maladroitement d'égailler la torpeur ambiante.

Mai 68 dans tout ça? On n'en verra rien (trois affiches dans des plans d'inserts et de la fumée qui s'infiltre sous un portail) et on n'en comprendra pas beaucoup plus. Bourgeois et déconnecté, le film finit

malheureusement par l'être autant que ses personnages. Quand il s'aventure à l'extérieur, le fond vert est de mise, si ce n'est pour une brève séquence où «mère-grand», la grand-tante de Christophe, va faire la leçon à des ouvriers du bâtiment qui refusent de se mettre en grève.

Alors que le simili-huis clos servait en principe à médier la relation de cette famille à la révolte étudiante – et même, dans la suite de l'intrigue, au souvenir de l'Occupation –, il sert ici d'alibi à un film bizarrement terrifié à l'idée de se frotter au réel. Son vrai coup d'éclat, finalement, s'appelle Michel Blanc. Sa mort en octobre fait de *la Cache*, qui sera suivie en avril par *le Rouillard*, le théâtre de l'une de



Michel Blanc (deuxième à gauche), dans le dernier rôle de sa vie. LES FILMS DU LOSANGE

ses toutes dernières apparitions. Forcément, on ne pense qu'à ça, et il suffit presque de voir l'acteur désemparé, au cours d'une scène d'agitation, pour que le film touche d'un coup en plein cœur. Vers la fin du récit, le personnage de Michel Blanc perd sa

mère, donnant lieu à un curieux effet de projection. «Voyons cela comme une répétition générale», dira la matriarche. L'inversion est imparable : nous, spectateurs, faisons notre deuil de l'acteur, tandis que c'est lui, à l'écran, qui verse des larmes à notre

place, comme pour nous éviter de le faire. Décidément, on ne le méritait pas.

CLÉMENT COLLIAUX

LA CACHE
de LIONEL BAIER,
avec Michel Blanc,
Dominique Reymond,
William Lebghil... 1h33



Marina Foïs, droite dans ses bottes en redresseuse de torts. PHOTO PYRAMIDE DISTR.

«Magma» marque contre son volcan

S'essayant à détourner les attendus du film catastrophe, Cyprien Vial peine à donner corps à son propos politique.

Dans sa première partie, *Magma* suit à la lettre le programme d'un film catastrophe : surveillant la Soufrière, ensemble volcanique en activité, depuis l'observatoire volcanologique de Guadeloupe, Katia Reiter (Marina Foïs) et son apprendi Aimé (Théo Christine, vu dans *Suprèmes et Vivre, mourir, renaître*), originaire de la région, découvrent les signes d'une potentielle éruption. Tels le brave shérif des *Dents de la mer*, ils se trouvent pris en étau entre

prudence rationnelle et ingérence politique, ici du préfet local à qui Katia rapporte ses prévisions. En bon suppôt de la politique macroniste dans les territoires hors métropole (large portrait encadré du Président à l'appui), celui-ci préfère se préoccuper de l'opinion du public que veiller à sa sécurité, quitte à recourir à des mesures absurdes. D'abord confinés sans raison, les habitants commencent à regagner illégalement leurs foyers, pile au moment où, sur la Soufrière, les signaux passent au rouge pour de bon. Se dévoile ainsi l'ambition de Cyprien Vial avec ce *Magma* au titre équivoque : détourner les prémisses du *disaster movie* en faisant de l'atmosphère électrique le terreau d'un bouleversement plus politique que climatique.

Vial n'a, au bout du compte, pas tout à fait les moyens de l'un ou de l'autre. Bien évidemment, le grand spectacle ne sera pas de la partie dans ce film modeste. Si ses plus beaux plans s'attachent à capturer, au diapason de ses personnages de scientifiques, les paysages environnants – la matière minérale, la brume, les pluies battantes –, son dénouement relègue la nature au hors-champ, puisqu'il se limite au son, au travers d'un talkie-walkie, du bouillonement du sommet du volcan. Mais, peut-être plus embêtant, l'effervescence politique n'occupe elle aussi que la marge du film, contraint par le choix de sa protagoniste : de même que Katia, nous n'observons ces révoltes qu'à bonne distance, comme une rumeur qui gronde. Le tandem qu'elle forme avec Aimé paraît toujours déséquilibré en faveur de la vulcanologue (et de l'actrice) la plus expérimentée – Marina Foïs, droite dans ses bottes, dans une partition de redresseuse de torts digne de Vincent Lindon. Ne parvenant à mettre en crise le point de vue hybride de ce personnage (à la fois étrangère et connaisseuse de la région), *Magma* ne décentre jamais véritablement son regard : film avec les Guadeloupéens, ou sur les Guadeloupéens, peuple lointain dont on mesure surtout l'absence ? Le magma, au sens littéral comme figuré, reste donc bien sagement hors du film.

CLÉMENT COLLIAUX

MAGMA de CYPRIEN VIAL
Avec Marina Foïs, Théo Christine, Mathieu Demy... 1h 25.

«Prosper», Docteur Jekyll et Mister aïe

La comédie fantastique avec Jean-Pascal Zadi, où un loser est possédé par l'esprit d'un roi de la sape, se plante en deçà de son potentiel.

Décidément, tout le monde voit double. Ration jumelle du papi mafieux Robert De Niro cette semaine dans *The Alto Knights* (lire page 25), deux Robert Pattinson plutôt qu'un dans *Mickey 17* de Bong Joon-ho... Et côté comédie à présent, une revisite sur mesure de *Docteur Jekyll et Mister Hyde* version Jean-Pascal Zadi, qu'on sent porteur de l'espoir d'en faire un Eddie Murphy local, avec jauge de sympathie illimitée. Rien en commun bien sûr, avec la persona de prince de la vanne à grande gueule, monté sur piles, puisque Jean-Pascal Zadi a trouvé son propre clown : 1,93 m d'indolence balourde, celle du mec paillasseur sur qui tout le monde s'essuie un peu les pieds, hébété par les événements.

Les événements ici : le meurtre d'un gangster respecté qui rend l'âme dans le taxi de Prosper, fils à maman complexé, se découvrant possédé par l'esprit du cadavre dès qu'il chausse ses chaussures en croco. Sur le papier, on voit mal ce qui empêchait le film d'être le tube escompté, surfant sur ce trouble de la personnalité qui voit Zadi zapper entre le loser pleurnichard et l'assurance burnée d'un *black dandy*. Oui car la sape, mouvement culturel congolais érigéant l'élégance en art de vivre, sert d'arrière-fond au film – et colore en réalité l'intrigue plus qu'il n'en nourrit la matière, sans arracher un sourire. Rien n'est sans le style, mais le style n'est rien sans l'alchimie, alors quand est-ce qu'on rigole ? Ça devrait envoyer des quiproquos et gags d'anthologie dans tous les sens, si l'écriture était de la partie. SOS, la blaxploitation française cherche encore ses classiques.

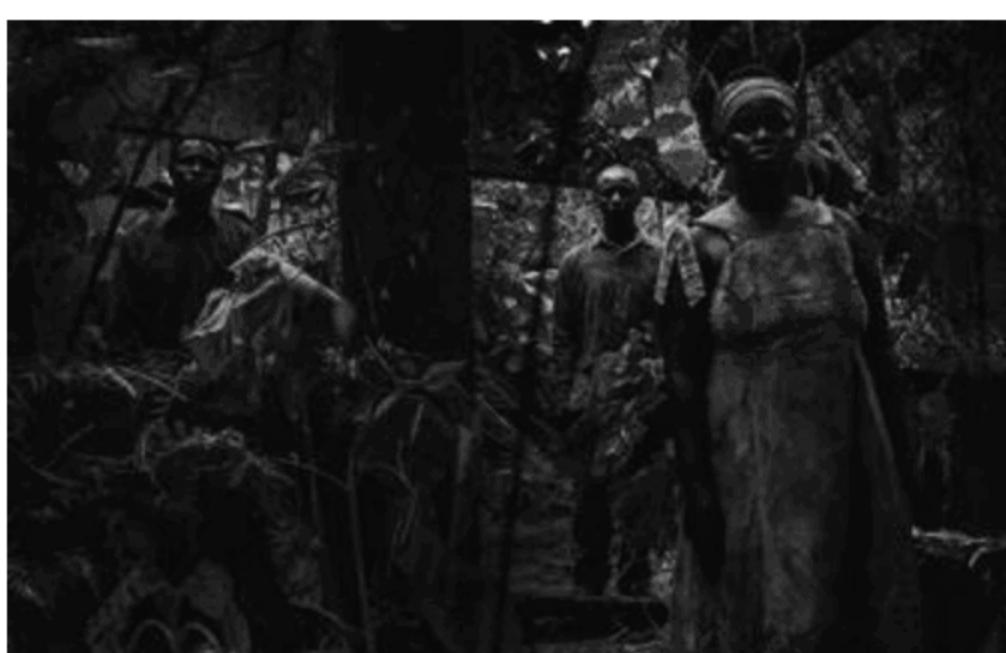
SANDRA ONANA

PROSPER
de YOHANN GLOAGUEN
Avec Jean-Pascal Zadi, Cindy Bruna, Mamadou Minté... 1h 32.

«J'ai vu trois lumières noires», morts vibrants

Un vieux guérisseur spécialiste des rites funéraires traverse la jungle colombienne et se heurte à une guerre qui s'éternise dans un film d'une beauté tranquille.

J'ai vu trois lumières noires nous raconte une histoire qui a la forme et les détours d'une quête, c'est un conte peint sur fond végétal pour déployer, en numérique et en chemin, sa petite écologie fantastique. Un homme de 70 ans, qu'on interpelle dans les alentours sous son nom complet, José de Los Santos, quand on a besoin de lui, quitte la communauté afro-colombienne de son petit village pour s'enfoncer dans la jungle environnante, lieu des buts et de leurs dangers. Guérisseur, réputé dans le coin pour sa sagesse, José (joué par l'acteur de théâtre et professeur Jesús



Le film évoque les brutalités de la déforestation. DUBLIN FILMS

Maria Mina) est aussi connu pour savoir prendre soin des morts : de leurs corps pour les rituels funéraires, de leurs esprits pour le passage. C'est un don transmis de père en fils, mais celui de José, Pium-Pium, lui a été pris, tué quelques années plus tôt. C'est qu'à Aguaclara, sur la côte Pacifique colombienne, les vivants et les non-vivants

sont menacés par la guerre qui continue entre les forces armées du pays et les factions de la guérilla.

Quand Pium-Pium apparaît à son père pour lui annoncer sa mort imminente, et lui enjoint de se trouver un lieu paisible dans la forêt, sur les traces de ses ancêtres, José de Los Santos quitte sa maison et part à la ren-

contre des fantômes de la réalité, bien moins rassurants que les spectres avec qui il traite quotidiennement. Le film de Santiago Lozano Alvarez évoque l'interminable conflit armé et les brutalités de la déforestation, sur lesquels les pas de son héros buttent, et qui retardent ou précipitent l'accomplissement de son destin, sur le même mode avec lequel il décrit l'intensité tranquille de son cher José de Los Santos : ce rythme immémorial, un peu abstrait, cherchant à allier toujours à l'intention (propos) la beauté (image), à l'apseanteur le poids de l'humus, domaine des humains, il y parvient par moments dans ses sombres lueurs de vert.

LUC CHESEL

J'AI VU TROIS LUMIÈRES NOIRES
de SANTIAGO LOZANO ÁLVAREZ
Avec Jesús María Mina, Julián Ramírez... 1h 27.

CINÉMA

Thierry Frémaux poursuit son exploration de l'œuvre des deux inventeurs et exhume des films rares qui portent en eux tout le vertige du cinéma tel qu'on le connaît.

A près le best-of, la face B. Thierry Frémaux, délégué général du Festival de Cannes et directeur général de l'Institut Lumière, prolonge son exploration de l'œuvre des frères Lumière, habilement entamée en 2016 avec *Lumière! L'aventure commence*, qui compilait les films les plus notoires des inventeurs du cinéma. Un genre de blockbuster à sa manière – 130 000 spectateurs, et un budget minuscule de 150 000 euros, qui en fait techniquement le film le plus rentable de l'année 2017. *Lumière! L'aventure continue* en prolonge les ahurissantes révélations au travers d'une centaine de films beaucoup moins connus cette fois, voire totalement inédits.

Ne surtout pas s'imaginer qu'on va se fader un paquet d'archives servies au kilo : une fois passé l'inévitable préambule patrimonial-solennel un rien ronflant (*la Pavane* de Gabriel Fauré calée sur des



Le spectateur embarque pour un voyage d'une force peu banale. PHOTO INSTITUT LUMIÈRE

«Lumière!», le bonheur est dans les prémices

images au ralenti, Frémaux en voix off portant tout le poids de l'histoire sur les épaules), on embarque en effet pour un voyage d'une force peu banale. Car ce que présente *Lumière! L'aventure continue*, ce sont ni

plus ni moins que quelques-uns des plus beaux germes du cinéma tel qu'on le connaît, le considère et le discute aujourd'hui. Parce qu'ils ont été moins souvent montrés et représentés, parce qu'ils sont parfois plus âpres ou même plus

abstraits, les films présents dans cette nouvelle anthologie se détachent plus facilement de leur contexte et de leur lustre historique et font davantage appel à l'imagination du spectateur. Et montrent surtout, que si l'on peut discuter

du fait que les frères Lumière aient réellement, totalement, entièrement inventé le cinématographe (d'autres en avaient posé quelques bases), il est en revanche indéniable qu'on leur doit le cinéma, ces images qui, comme le dit ici Thierry Frémaux, «portent notre regard vers une exigence qu'on ne lui soupçonnait pas».

Il suffit de voir le cadrage de ce train en vue subjective sur le point de s'engouffrer dans un tunnel à flanc de colline; ces figurants dirigés au millimètre dans des scènes qui semblent arrachées aux circonstances (*l'Alerte*, où des soldats quittent un bâtiment dans un ballet parfait de timing, qui annonce autant Abel Gance que Gillo Pontecorvo); ces prises alternatives, suites et remakes (la fameuse *Sortie de l'usine Lumière*, mise en boîte il y a tout juste cent trente ans, le 19 mars 1895, dont on compare trois versions distinctes); ces petits théâtres désuets qui virent au magique (les javas enrubannées du prestidigitateur Félicien Trewey); ou la teinte tragique de ce train qui s'éloigne sur une voie où la pluie commence tout juste à tiédir, pour voir, de manière évidente, que tout est déjà là, brut limpide, avec parfois, déjà, une modernité ahurissante. Petits films, (très) grands moments.

LELO JIMMY BATISTA

**LUMIÈRE! L'AVENTURE
CONTINUE**

de THIERRY FRÉMAUX (1h45).

banlieues bleues

Jazz
en Seine-
Saint-
Denis

42^e
festival

14
mars
11
avril



**Joy Guidry
Ahmed**

Muqata'a

Mike Ladd

El Besta

Sofiane Saidi

Cécile McLorin

Salvant

ExpéKa

Bill Orcutt

Guitar Trio

**Fanny de Chaillé
et Sarah Murcia**

Jowee Omicil

Lex Amor

Arat Kilo

Nubiyan Twist

Deena

Abdelwahed

Aïta Mon Amour

Moonchild Sanelly

Stogie T

Jupiter & Okwess

Article15

Angry Blackmen...

Soutenu
par
GOUVERNEMENT
République
Française

Région
Île-de-France

Préfecture
de Paris

c'mi

Facem

SPÉDIDAM

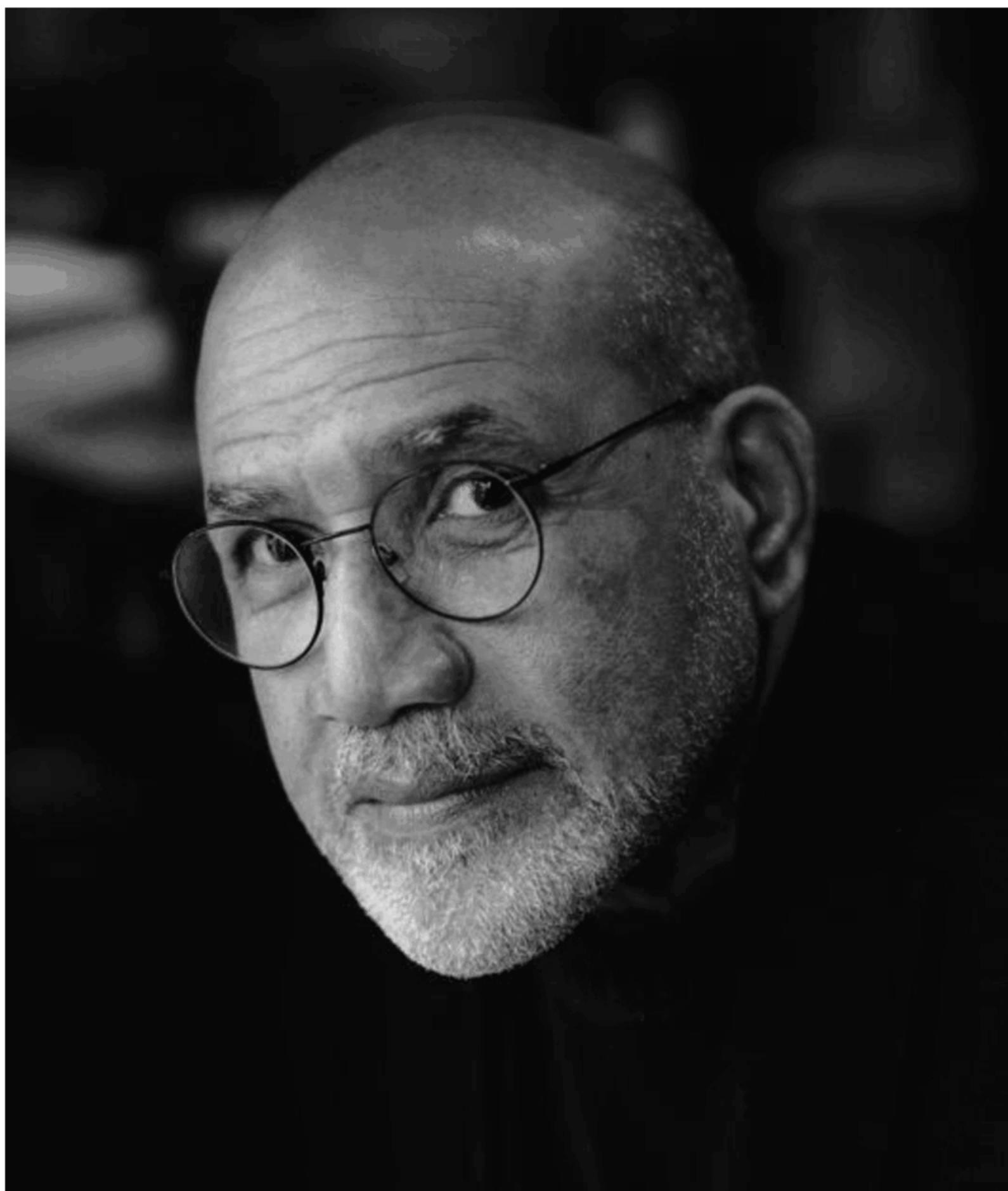
Le Département
des Hauts-de-Seine

Télérama'

Seine-Saint-Denis
LE DÉPARTEMENT

Prisme tropiques

Patrick Chamoiseau L'écrivain signe un manifeste pour une littérature plus ouverte et appelle à réinventer les liens entre la France et ses anciennes colonies.



Pour un conteur habité par «l'état poétique», comme il aime l'invoquer, l'endroit où Patrick Chamoiseau pose ses valises à Paris a quelque chose de curieux. Rârement hôtel aussi exigu et miteux aura abrité un Prix Goncourt lu et étudié à l'international. Tout y est : la machine à café en panne, les fleurs en plastique coquettement disposées au centre des tables bon marché, une môme arrière-cour enclavée en guise de jardin, agrémentée, pour parfaire cette vision, d'un bouledogue sculpté rouge criard façon Orlinski.

Mais il en faut plus pour faire ciller le Martiniquais, figure phare de la créolité qui demeure moins connue du grand public que ses ainés. L'héritier de Césaire et compagnon de route d'Edouard Glissant, qui signe cet hiver le libelle *Que peut Littérature quand elle ne peut ?* flotte dans le décor comme au-dessus de la mêlée, voyageur immobile sensible aux intensités de la beauté plus qu'à la fade réalité du bourlingage. Les halls d'aéroport, les établissements standardisés, l'attente, celui qui vient d'enseigner un semestre à Princeton «déteste». Ironie du sort, c'est la condition même du poète, médite le septuagénaire, que de ne pas adhérer à son époque pour pouvoir la regarder en face, en saisir les souffrances et les dysfonctionnements avec recul et lucidité.

LE PORTRAIT

Patrick Chamoiseau a quelque chose d'insaisissable alors que sa bonhomie se donne entière à son interlocuteur. Le juriste de formation ne s'est jamais révélé écrivain. Son vrai métier? Educateur pour la justice des mineurs. Des murs alors tout neufs de Fleury-Mérogis aux faubourgs de Fort-de-France, il est resté travailleur social jusqu'à sa retraite, il y a quelques années. Proche des milieux de pouvoir tout en les fuyant, voilà sa façon de faire de la politique: porter attention aux bas-fonds de la société, aider les personnes en difficulté «à devenir». Tel Loïc Léry, jeune braqueur, fan de Césaire et futur écrivain, dont Chamoiseau s'est occupé.

L'habitant du Lamentin n'aime pas les étiquettes. Il s'en donne une quand même : ni antillais, ni ultramarin, terme honni, mais «créole américain». Caribéen, à la limite. Sa parole est une mélodie protéiforme, proche de ses écrits, qu'il appelle des «organismes narratifs». Elle se teinte d'un jargon presque cosmique quand il explique la «pensée de la relation» qu'il a théorisée en dialogue avec Glissant. «Au lieu d'évoquer la créolisation, parler de créolité est moins dynamique, ça fige les identités, or celles-ci sont des récits qu'on se raconte», tranche celui qui rejette les notions de fiction et de roman. «Je ne vois plus l'utilité d'écrire un truc comme Texaco ou Solibo Magnifique.» Entre essai, autobiographie et conte chamanique, son œuvre est mar-

quée par une forme de «décriture» selon l'anthropologue Michel Agier, soit une enquête poétique visant à décentrer le regard pour rééquilibrer le monde et en relier les fragments. «Il ne donne pas dans le pittoresque naturaliste», note René de Ceccatty, son ami et éditeur historique au Seuil, maison de Senghor et Césaire. «Son créole s'est francisé. Il a conservé la vénération de son père pour cette langue, celle de François Villon ou Rabelais, qui laisse parler le peuple.»

A l'universel, l'admirateur d'Edgar Morin préfère la «quintessence» plus apte à préserver la diversité humaine, que le colonialisme a tenté d'éliminer. Et ce, «alors que toutes les cultures sont composites», en particulier dans les Amériques et dans la mondialité, marquée par la circulation des individus et l'extension des imaginaires. Les mouvements décoloniaux animés par les plus jeunes le laissent dubitatif, par «leur discours assez sommaire, opposant les békés, les blancs, les créoles» à travers l'exemple du scandale du chlordécone. Une lutte qui ne permet pas – selon celui qui fut un temps proche de Raphaël Confiant, autre théoricien de la créolité – de saisir la complexité nouvelle des interdépendances, ni le lien entre vestiges coloniaux et système capitaliste. Il en éprouve «une très grande solitude».

Actuellement invité de la Philharmonie de Paris, la place prise par le «marqueur de paroles» ne fait pas l'unanimité. Patrick Chamoiseau s'attire en Martinique les foudres de ceux qui lui reprochent de trop occuper l'espace. Celui qui fut chargé de mission pour divers chantiers culturels dans son île est accusé d'avoir profité de priviléges excessifs via ses connexions avec l'actuel président de la collectivité territoriale, Serge Letchimy, et d'être devenu trop parisien, de plus en plus déconnecté du quotidien des Martiniquais.

Des politiques, Valls au premier chef comme lieutenant de l'outre-mer, Chamoiseau n'attend rien, sauf peut-être de Mélenchon, «le seul à avoir accédé à l'idée de créolisation». L'idée d'une VI^e République l'intéresse, qui cesserait d'être une et indivisible pour unir dans un pacte républicain tous les peuples-nations qui lui sont liés. «La gauche a un saut qualitatif à faire pour sortir de la vision assimilationniste. Elle n'a pas à penser à notre place. Sortons de cette fiction narrative qui a cassé nos imaginaires, nous a coupés de la Caraïbe et empêchés d'exister. Nous sommes hors du monde, sous perfusion, assujettis au point de céder aux obscurantismes. Il ne s'agit pas de couper les liens mais de les assainir et de devenir partenaires», plaide l'ancien indépendantiste un temps engagé au Modemas, parti écologiste martiniquais.

Patrick Chamoiseau est marié depuis belle lurette à une ancienne aide-soignante. Il est père d'un logisticien chez TikTok à Londres, et grand-père de deux petites filles, «blondes aux yeux bleus». Ce fils d'un lettré francophone n'écrit que chez lui, après l'aurore et après avoir «contemplé la Lune du matin», avant de relire ses classiques ou de passer au jardin, qu'il regarde grandir après l'avoir d'abord «organisé comme un colonialiste». Nostalgique d'une biodiversité perdue, il s'échigne à poser des pièges à papillons et guette le retour des abeilles, anolis et autres bestioles. Quelques arbres, qu'il affectionne comme ses amis, lui donnent des citrons, des oranges ou des caïmiques («pommes de lait»). Non loin, une distillerie laisse planer ses effluves de rhum.

S'il avait pu, il aurait été musicien, comme l'un de ses frères décédé. Ou cuistot, dont le plat signature serait la blanquette de veau ou le dombré de son enfance. La poule au pot était l'apanage dominical, car sa mère, qu'il a célébrée dans un sublime tombeau littéraire, la *Matière de l'absence*, était pauvre. Le reste du temps, «elle passait des deals avec les pêcheurs», au point de dégoûter son fils du poisson. Mais l'océan reste son élément, baignades et flâneries sous-marines ponctuant l'écriture comme autrefois les punchs avec Glissant. Pendant le carnaval, l'écrivain se planque, rétif à la joie obligatoire, et préfère se réfugier dans le jazz déstructuré et syncrétique de Miles Davis. Ou qui sait, se perdre dans la mangrove voisine, rhizomes et feuillages menacés par les eaux, comme sa Caraïbe. On l'entendrait presque y dialoguer, dans une langue incompréhensible, avec les palétuviers, aussi «solitaires et solidaires» que certains écrivains. ➤

Par CLÉMENCE MARY
Photo MATHIEU ZAZZO